

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

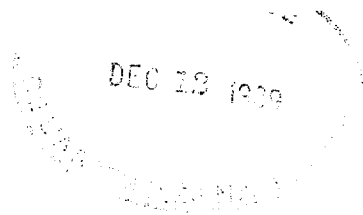
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 31

Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

Présentation

**Présenté par
M. Yves Séguin
Ministre du Revenu**



**Éditeur officiel du Québec
1989**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet principal d'harmoniser la législation fiscale du Québec avec celle du Canada. À cet effet, il donne suite aux mesures d'harmonisation prévues dans le Discours sur le budget du ministre des Finances du Québec du 30 avril 1987 et, accessoirement, dans d'autres documents budgétaires, notamment les Discours sur le budget du 12 mai 1988 et du 1^{er} mai 1986, l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985 et les déclarations ministérielles du ministre des Finances du 18 décembre 1987, du 18 juin 1987, du 11 décembre 1986 et du 20 juin 1985.

Ce projet de loi modifie en premier lieu la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains afin de modifier les renvois contenus dans la définition du mot « transfert ».

Il modifie en second lieu la Loi sur les impôts afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées en partie à la Loi de l'impôt sur le revenu notamment par le projet de loi fédéral C-64 (S.C. 1987, chapitre 46), sanctionné le 17 décembre 1987.

Ces modifications concernent notamment :

1° l'évaluation de la valeur de l'avantage résultant d'une remise de dette à un employé ou à un actionnaire ;

2° les règles sur les revenus de placement courus ;

3° les règles concernant les conventions de retraite ;

4° la non-application des règles d'attribution aux cessions de prestations de certains régimes de pensions ;

5° les dispositions concernant les corporations remplaçantes ;

6° les règles concernant les transferts de pertes et d'autres déductions entre contribuables non liés.

Ce projet apporte également des modifications d'ordre technique à la Loi sur les impôts.

Il modifie en troisième lieu la Loi sur le ministère du Revenu afin de

1° créer une responsabilité solidaire pour le cessionnaire d'un bien à l'égard de l'ensemble des montants dus par le cédant en vertu d'une loi fiscale;

2° prévoir un mécanisme permanent de remboursement anticipé d'impôt.

Il modifie en quatrième lieu la Loi sur le supplément au revenu de travail afin de rendre inadmissibles à un supplément, les personnes qui ont droit à une prestation en vertu du chapitre III de la Loi sur la sécurité du revenu.

Il modifie en cinquième lieu la Loi sur la sécurité du revenu afin d'y prévoir une modification de concordance avec la Loi sur les impôts.

Il modifie en dernier lieu la Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail afin de modifier certaines des dispositions relatives à l'application de l'article 52 de cette loi.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

1° La Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17);

2° la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

3° la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31);

4° la Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., chapitre S-37.1);

5° la Loi sur la sécurité du revenu (1988, chapitre 51);

6° la Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail (1989, chapitre 5).

Projet de loi 31

Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. 1. L'article 1 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17) est modifié par le remplacement de la définition du mot «transfert» par la suivante:

««transfert»: le transfert d'un droit immobilier ainsi que le contrat de louage et l'octroi d'une option ou d'une promesse de vente; le mot «transfert» ne comprend pas le transfert fait dans le seul but de garantir le paiement d'une dette, ni la rétrocession faite par le créancier, ni le transfert d'un droit visé à l'article 8 de la Loi sur les mines (1987, chapitre 64), ni le transfert ou la location de terres publiques consentis en vertu de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1). ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} octobre 1988. Toutefois, lorsqu'il modifie l'article 1 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains pour faire, dans la définition du mot «transfert», un renvoi à l'article 8 de la Loi sur les mines (1987, chapitre 64), il a effet depuis le 24 octobre 1988.

2. 1. L'article 1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), modifié par l'article 17 du chapitre 4 des lois de 1988, par l'article 2 du chapitre 18 des lois de 1988 et par l'article 20 du chapitre 5 des lois de 1989, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, après la définition de l'expression «contribuable», de la définition suivante:

« «convention de retraite» a le sens que lui donne l'article 890.1; »;

2° par le remplacement de la définition de l'expression « revenu imposable » par la définition suivante :

« « revenu imposable » a le sens que lui donnent les articles 24 ou 26.1, selon le cas, et le revenu imposable d'un contribuable ne peut en aucun cas être inférieur à 0 \$; ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique après le 8 octobre 1986 à l'égard d'un régime ou d'un arrangement visé à l'article 890.1 de la Loi sur les impôts. Toutefois, lorsqu'il s'applique à l'égard d'un régime ou d'un arrangement, autre qu'un régime enregistré de retraite dont l'enregistrement a été révoqué en vertu de la Loi sur les impôts, qui a été établi avant le 9 octobre 1986 ou qui a été établi après le 8 octobre 1986 conformément à une entente conclue avant le 9 octobre 1986 entre un contribuable et un employeur ou un ancien employeur du contribuable, appelé « arrangement existant » dans le présent paragraphe, aux fins de la partie I de la Loi sur les impôts :

a) un autre régime ou arrangement, appelé « arrangement légal » dans le présent paragraphe, est réputé être établi au premier en date du 1^{er} janvier 1988 ou du jour, après le 8 octobre 1986, où les termes de l'arrangement existant ont été substantiellement modifiés ;

b) l'arrangement légal est réputé être un arrangement distinct et indépendant de l'arrangement existant ;

c) l'arrangement existant est réputé ne pas être une convention de retraite au sens de la définition de cette expression telle qu'éditée par le paragraphe 1 ; et

d) toutes les contributions versées en vertu de l'arrangement existant après l'établissement de l'arrangement légal et tous les biens que l'on peut raisonnablement considérer comme provenant de ces contributions sont réputés être des biens détenus relativement à l'arrangement légal et non relativement à l'arrangement existant.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1985.

3. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 6.1, du suivant :

« **6.2** Lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation a été acquis par une personne ou un groupe de personnes, les règles suivantes s'appliquent :

a) sous réserve du paragraphe c, l'année d'imposition de la corporation qui, en l'absence du présent paragraphe, comprendrait ce moment est réputée se terminer immédiatement avant ce moment;

b) une nouvelle année d'imposition de la corporation est réputée commencer à ce moment;

c) sous réserve des articles 569.2 et 779 et du paragraphe a de l'article 999.1, et malgré la définition de l'expression « année d'imposition » contenue à l'article 1 et les articles 5 et 6.1, lorsque l'année d'imposition de la corporation qui, en l'absence du présent article, serait sa dernière année d'imposition qui se termine avant ce moment et qui, en l'absence du présent paragraphe, se serait terminée dans la période de sept jours qui se termine immédiatement avant ce moment, cette année d'imposition est réputée, sauf lorsque le contrôle de la corporation a été acquis par une personne ou un groupe de personnes dans la période de sept jours qui se termine immédiatement avant ce moment, se terminer immédiatement avant ce moment si la corporation en fait le choix dans sa déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour cette année d'imposition;

d) aux fins de déterminer l'exercice financier de la corporation après ce moment, la corporation est réputée ne pas avoir établi un exercice financier avant ce moment. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquérir le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date. Toutefois, la déclaration fiscale qu'une corporation doit produire en vertu de la Loi sur les impôts pour une année d'imposition qui est réputée, en vertu de l'article 6.2 de cette loi, que le présent article édicte, s'être terminée ou avoir commencé, selon le cas, peut être produite au plus tard le (*indiquer ici la date du quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de la sanction de la présente loi*).

4. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7.5, du suivant :

« **7.6** Malgré toute autre disposition de la présente loi, lorsqu'une personne ou une société qui ne réside pas au Canada, appelée « le vendeur » dans le présent article, aliène dans une année d'imposition un bien en faveur d'une autre personne ou d'une autre société, appelée

«l'acheteur» dans le présent article, que le vendeur et l'acheteur produisent un choix conjoint sur un formulaire prescrit dans le délai prescrit, et que les conditions prescrites sont remplies, les règles suivantes s'appliquent :

a) le montant convenu entre le vendeur et l'acheteur et accepté par le ministre à l'égard du bien est réputé être le produit de l'aliénation du bien pour le vendeur et le coût du bien pour l'acheteur ;

b) aux fins des articles 93 à 104, 130, 130.1, 142 et 149 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou de l'article 130.1, lorsque le bien est, au moment de l'aliénation, un bien amortissable d'une catégorie prescrite pour le vendeur et que le coût en capital du bien pour celui-ci immédiatement avant l'aliénation excède le montant convenu visé au paragraphe *a* à l'égard du bien :

i. le coût en capital du bien pour l'acheteur est réputé être le coût en capital du bien pour le vendeur immédiatement avant l'aliénation ;
et

ii. l'excédent est réputé avoir été accordé à titre d'amortissement à l'acheteur à l'égard du bien en vertu des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition qui se terminent avant qu'il ait acquis le bien ;

c) lorsque le bien est, au moment de l'aliénation, une immobilisation, un bien minier canadien, un bien minier étranger, une immobilisation intangible ou un bien en inventaire pour le vendeur, ce bien est réputé être un tel bien pour l'acheteur et celui-ci est réputé avoir acquis ce bien et l'avoir utilisé aux mêmes fins que celles pour lesquelles il était utilisé par le vendeur immédiatement avant ce moment. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1984.

5. 1. L'article 21.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«**21.1** Les articles 21.2 et 21.3 s'appliquent à l'égard du contrôle d'une corporation aux fins des articles 6.2, 93.4, 222 à 230.0.0.2, 384, 384.4 et 384.5, 418.26 à 418.30, 547.1, 564.2 à 564.4.2 et 727 à 737. » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« L'article 21.4.1 s'applique à l'égard du contrôle d'une corporation aux fins des articles 6.2, 93.4, 222 à 230.0.0.2, 384, 384.4 et 384.5, 418.26 à 418.30 et 727 à 737. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 16 janvier 1987. Toutefois, lorsqu'il supprime, dans le premier alinéa de l'article 21.1 de la Loi sur les impôts qu'il édicte, le renvoi à l'article 384.1 de cette loi et lorsque cet alinéa réfère aux articles 418.26 à 418.30 de cette loi, il s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à un droit acquis après le 15 janvier 1987. Toutefois, lorsqu'il supprime, dans le troisième alinéa de l'article 21.1 de la Loi sur les impôts qu'il édicte, le renvoi à l'article 384.1 de cette loi et lorsque cet alinéa réfère aux articles 418.26 à 418.30 de cette loi, il s'applique à un droit acquis dans une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

6. 1. L'article 21.4.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **21.4.1** Un contribuable qui acquiert un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20 est réputé alors acquérir les actions sur lesquelles porte ce droit si l'on peut raisonnablement conclure que l'un des buts principaux de l'acquisition de ce droit était d'éviter toute restriction dans la déduction d'une perte nette en capital, d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte agricole ou d'un montant mentionné à l'article 384 ou aux articles 418.26 à 418.30 ou d'éviter l'application des articles 93.4, 225, 384.4, 384.5 ou 736, des paragraphes *a* ou *b* de l'article 736.0.2 ou de l'article 736.0.3.1. ».

2. Le présent article s'applique à un droit acquis après le 15 janvier 1987. Toutefois, lorsqu'il supprime, dans l'article 21.4.1 de la Loi sur les impôts qu'il édicte, le renvoi à l'article 384.1 de cette loi et lorsque cet article 21.4.1 réfère aux articles 418.26 à 418.30 de cette loi, il s'applique à un droit acquis dans une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

7. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 21.4.1, du suivant :

« **21.4.2** Aux fins de la présente partie, lorsque le contrôle d'une corporation est acquis par une personne ou un groupe de personnes à un moment donné d'un jour, le contrôle de la corporation est réputé avoir été acquis par la personne ou le groupe de personnes, selon le cas, au début de ce jour et non au moment donné, sauf si la corporation choisit, dans sa déclaration fiscale qu'elle produit en vertu de la

présente partie pour son année d'imposition qui se termine immédiatement avant l'acquisition de contrôle, que le présent article ne s'applique pas. ».

2. Le présent article a effet depuis le 16 janvier 1987.

8. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 26, du suivant :

« **26.1** Le revenu imposable d'une corporation visée à l'article 22 pour une année d'imposition est son revenu pour l'année plus tout ajout prévu au livre IV et moins toute déduction permise par ce dernier livre. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1985.

9. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 37, du suivant :

« **37.0.1** Aux fins de l'article 37, la valeur de l'avantage qu'un particulier reçoit ou dont il bénéficie lorsque, à un moment quelconque, l'obligation de payer un montant est réglée ou éteinte sans que le particulier ne fasse de paiement ou par le paiement par le particulier d'un montant moindre que le montant impayé de l'obligation à ce moment, est réputée être l'excédent du montant impayé de l'obligation à ce moment sur le montant ainsi payé. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une obligation réglée ou éteinte après le 17 février 1987.

10. 1. L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Il n'est pas tenu d'y inclure non plus la valeur des avantages en vertu d'une convention de retraite, d'un régime de prestations aux employés ou d'une fiducie pour employés ni la valeur des avantages relatifs à l'utilisation d'une automobile sauf s'ils sont reliés à son fonctionnement et ne sont pas des frais d'assurance ou d'immatriculation d'une automobile visée à l'article 41. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

11. 1. L'article 47.6 de cette loi, modifié par l'article 4 du chapitre 18 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **47.6** Aux fins de la présente section, un régime de prestations aux employés désigne un arrangement en vertu duquel un employeur

ou une personne avec qui il a un lien de dépendance verse des contributions à une autre personne, appelée dans la présente partie « dépositaire » d'un régime de prestations aux employés, et en vertu duquel des montants, autres qu'un montant qui, si le présent chapitre se lisait sans tenir compte du troisième alinéa de l'article 38 et de l'article 47.1, ne devrait pas être inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire, doivent être payés à des employés ou anciens employés de l'employeur ou à des personnes ayant un lien de dépendance avec l'un de ces employés ou anciens employés ou pour le compte de tels employés, anciens employés ou personnes.

Toutefois, un tel régime ne comprend pas un régime visé au premier alinéa de l'article 38 ou aux articles 43 ou 47, une fiducie visée au paragraphe *m* de l'article 998, une fiducie pour employés, un arrangement dont le seul but est de fournir un enseignement ou une formation aux employés de l'employeur en vue d'améliorer leur travail ou leur compétence et leur habileté reliées à leur travail, une entente d'échelonnement du traitement à l'égard d'un particulier en vertu de laquelle un montant différé doit être inclus à titre d'avantage en vertu de l'article 37 dans le calcul du revenu de ce particulier, une convention de retraite ni un régime ou fonds prescrit. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

12. 1. L'article 49.4 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **49.4** Aux fins de l'application des articles 48 à 58, 725.2 et 725.3, lorsqu'un contribuable, lors d'une fusion ou d'une unification de plusieurs corporations, échange des droits qu'il a acquis en vertu d'une convention visée à l'article 48 et ne reçoit aucune autre contrepartie pour l'aliénation de ces droits que des droits prévus par une convention de la corporation issue de la fusion ou de l'unification qui convient d'émettre ou de vendre au contribuable des actions de son capital-actions ou du capital-actions d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, les règles suivantes s'appliquent : ».

2. Le présent article s'applique à un droit échangé lors d'une fusion ou d'une unification qui survient après le 31 décembre 1984.

13. 1. L'article 67 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **67.** Un particulier qui est à l'emploi d'une compagnie de chemin de fer peut déduire les montants qu'il débourse dans l'année pour ses repas et son logement pendant qu'il exerce ailleurs qu'au lieu ordinaire de sa résidence les fonctions de suppléant d'un télégraphiste ou d'un chef de gare ou celles de proposé à l'entretien et aux réparations.

Il peut aussi déduire de tels montants qu'il débourse pendant qu'il est :

a) à l'extérieur de la municipalité et, le cas échéant, de la région métropolitaine où est située la gare où il se présente ordinairement à son travail; et

b) dans un lieu qui est suffisamment éloigné du lieu où il tient un établissement domestique autonome où il vit et subvient réellement aux besoins de son conjoint ou d'une personne à sa charge et unie à lui par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, pour qu'on ne puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'il y retourne chaque jour.

Les montants visés au présent article ne sont déductibles par le particulier que dans la mesure où celui-ci n'en est pas remboursé et n'a pas droit d'en être remboursé. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

14. 1. L'article 87 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 18 des lois de 1988 et par l'article 34 du chapitre 5 des lois de 1989, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe *j.2*, du suivant :

« *j.3)* tout montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 890.11; » ;

2° par le remplacement du paragraphe *n* par le suivant :

« *n)* tout montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu en vertu du titre XII pour l'année, à l'exception :

i. d'un montant qui est présumé être un gain en capital imposable du contribuable en vertu dudit titre ; et

ii. d'un montant payé ou à payer à celui-ci en vertu d'une fiducie de convention de retraite au sens de l'article 890.1, ou provenant d'une telle fiducie; ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

15. 1. L'article 92.8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **92.8** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 92.7, lorsqu'un contribuable n'a pas aliéné avant le 1^{er} janvier 1989 un intérêt dans

un contrat de placement qu'il a acquis pour la dernière fois avant le 1^{er} janvier 1982, le contrat est réputé avoir été émis le 31 décembre 1988. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

16. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 93.3, des suivants :

« **93.4** Aux fins du sous-paragraphe i du paragraphe e de l'article 93, lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation a été acquis par une personne ou un groupe de personnes et qu'au cours de la période de 12 mois qui se termine immédiatement avant ce moment, la corporation ou une société dont elle est un associé majoritaire, au sens de l'article 616, a acquis un bien amortissable, autre qu'un bien dont était propriétaire la corporation, la société ou une ou plusieurs personnes liées à la corporation tout au long de la période qui commence immédiatement avant la période de 12 mois et qui se termine au moment où le bien a été acquis par la corporation ou la société, qui n'était pas utilisé ou qui n'a pas été acquis pour être utilisé par la corporation ou la société dans une entreprise qu'elle exploitait immédiatement avant cette période de 12 mois, le bien est réputé ne pas avoir été acquis par la corporation ou la société avant ce moment et est réputé avoir été acquis par la corporation ou la société immédiatement après ce moment, sauf lorsque le bien a été aliéné par la corporation ou la société avant ce moment et qu'il n'a pas été acquis de nouveau par la corporation ou la société avant ce moment, auquel cas, le bien est réputé, aux fins du sous-paragraphe i du paragraphe e de l'article 93, avoir été acquis par la corporation ou la société immédiatement avant le moment où il a été aliéné.

« **93.5** Aux fins de l'article 93.4, lorsque la corporation visée à cet article a été constituée ou autrement formée au cours de la période de 12 mois visée à cet article, elle est réputée :

a) avoir existé tout au long de la période qui commence immédiatement avant la période de 12 mois et qui se termine immédiatement après qu'elle ait été constituée ou autrement formée ; et

b) avoir été liée, tout au long de la période visée au paragraphe a, à la personne ou aux personnes auxquelles elle était liée, autrement qu'en vertu d'un droit visé au paragraphe b de l'article 20, tout au long de la période où elle a existé, qui commence au moment où elle a été constituée ou autrement formée et qui se termine immédiatement avant que le contrôle de la corporation n'ait été acquis. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquérir le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date.

17. 1. L'article 99 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *d.1*, du point par un point-virgule ;

2° par l'insertion, après le paragraphe *d.1*, du suivant :

« *d.2)* lorsqu'une corporation est réputée en vertu du paragraphe *c* du deuxième alinéa de l'article 736 ou du paragraphe *b* de l'article 999.1 avoir aliéné et acquis de nouveau un bien amortissable, le coût en capital du bien pour la corporation au moment où elle l'a acquis de nouveau est réputé être égal à l'ensemble des montants suivants :

i. le coût en capital du bien pour la corporation au moment de l'aliénation ;

ii. 50 % de l'excédent du produit de l'aliénation du bien pour la corporation sur le coût en capital du bien pour la corporation au moment de l'aliénation ; ».

2. Le présent article s'applique lorsque le contrôle d'une corporation est acquis par une personne ou un groupe de personnes après le 15 janvier 1987 et lorsque, après le 5 juin 1987, une corporation devient exonérée de l'impôt sur son revenu imposable en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts ou cesse de l'être.

18. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 111, du suivant :

« **111.1** Aux fins de l'article 111, la valeur du bénéfice ou de l'avantage accordé à un actionnaire lorsque, à un moment quelconque, l'obligation de payer un montant est réglée ou éteinte sans que l'actionnaire ne fasse de paiement ou par le paiement par l'actionnaire d'un montant moindre que le montant impayé de l'obligation à ce moment, est réputée être l'excédent du montant impayé de l'obligation à ce moment sur l'ensemble du montant ainsi payé et du montant de l'avantage, à l'égard de l'obligation, qui a été inclus dans le calcul du revenu de l'actionnaire au moment où l'obligation a été contractée. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une obligation réglée ou éteinte après le 17 février 1987.

19. 1. L'article 135 de cette loi, modifié par l'article 9 du chapitre 18 des lois de 1988 et par l'article 45 du chapitre 5 des lois de 1989, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *d*, du point par un point-virgule ;

2° par l'addition, après le paragraphe *d*, du suivant :

« *e*) une contribution versée en vertu d'une convention de retraite, sauf ce qui est expressément permis par l'article 139.1. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

20. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 139, de ce qui suit :

« SECTION II.1

« CONVENTIONS DE RETRAITE

« **139.1** Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, le montant qui est admissible en déduction en vertu de l'article 890.12 dans le calcul de son revenu pour l'année. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

21. 1. L'article 191 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **191.** Une banque à laquelle la Loi sur les banques ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec (Statuts du Canada) s'applique ne peut déduire aucun montant en vertu des articles 140, 141, 210 et 211 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition ; cependant, malgré les articles 128 et 129, elle peut déduire dans ce calcul un montant, qui ne dépasse pas l'excédent visé au deuxième alinéa et qui, de l'avis du ministre, ne dépasse pas non plus les besoins raisonnables de la banque, eu égard à toutes les circonstances, diminué de l'ensemble de chaque montant déduit en vertu de l'article 141 dans le calcul du revenu de la banque pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, à l'égard d'une créance de la banque qui est incluse dans l'actif de la banque à la fin de l'année. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 15 janvier 1987.

22. 1. L'article 210 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**210.** Au lieu de la déduction prévue à l'article 140, un contribuable dont l'entreprise comprend le prêt d'argent assorti d'une sûreté réelle ou d'un engagement de céder un immeuble, peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à titre de provision, sous réserve de l'article 211, un montant n'excédant pas l'ensemble de: »;

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

«Toutefois, aucune déduction ne peut être faite en vertu du présent article à l'égard d'une créance déduite à titre de mauvaise créance en vertu de l'article 141 dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 15 janvier 1987.

23. 1. L'article 241.0.1 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**241.0.1** La perte subie par un contribuable suite à l'aliénation, à un moment donné, soit d'une action du capital-actions d'une corporation qui était à un moment quelconque une corporation prescrite ou d'une action du capital-actions d'une corporation canadienne imposable détenue dans le cadre d'un régime d'épargne-actions prescrit, soit d'un bien y substitué, est réputée être égale à l'excédent: ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 27 mai 1986.

24. 1. L'article 257 de cette loi, modifié par l'article 29 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *f.2*, du suivant:

«*f.3*) lorsque le bien est un bien d'une corporation dont le contrôle a été acquis par une personne ou un groupe de personnes au plus tard

à ce moment, tout montant qui doit, en vertu du paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 736, être déduit dans le calcul du prix de base rajusté du bien;».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 15 janvier 1987.

25. 1. L'article 311 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) d'allocation de retraite, autre qu'un montant reçu en vertu d'un régime de prestations aux employés, d'une convention de retraite ou d'une entente d'échelonnement du traitement ou provenant d'un tel régime, d'une telle convention ou d'une telle entente;».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

26. 1. L'article 312 de cette loi, modifié par l'article 30 du chapitre 4 des lois de 1988 et par l'article 16 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) l'excédent, sur 500 \$, de l'ensemble de tous les montants, autres qu'un montant visé au paragraphe *i* de l'article 311, qu'un montant reçu dans le cours d'une entreprise et qu'un montant reçu en raison ou à l'occasion d'une charge ou d'un emploi, que le contribuable a reçus dans l'année à titre de bourse d'étude ou de perfectionnement ou de récompense couronnant une oeuvre remarquable réalisée dans un domaine d'activités habituelles du contribuable, autre qu'une récompense prescrite;».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1983. Toutefois, lorsqu'il s'applique à l'égard d'un montant reçu avant le 24 mai 1985, le paragraphe *g* de l'article 312 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit:

«*g*) l'excédent, sur 500 \$, de l'ensemble de tous les montants, autres qu'un montant visé au paragraphe *i* de l'article 311, que le contribuable a reçus dans l'année à titre de bourse d'étude ou de perfectionnement ou de récompense couronnant une oeuvre remarquable réalisée dans un domaine d'activités habituelles du contribuable, autre qu'une récompense prescrite;».

27. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 313.4, du suivant:

« **313.5** Un contribuable doit également inclure tout montant qui est relatif à une convention de retraite, dans la mesure prévue aux articles 890.9 et 890.10. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

28. 1. L'article 314 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **314.** Tout paiement ou transport à une autre personne, par le contribuable ou avec son consentement, d'argent, de droits ou de biens pour l'avantage du contribuable ou pour celui de cette personne, autre que la cession d'une partie d'une pension de retraite effectuée conformément à l'article 64.1 du Régime de pensions du Canada (Statuts du Canada) ou à une disposition semblable d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi ou d'un régime de retraite provincial prescrit, est réputé avoir été reçu par le contribuable et doit être inclus dans le calcul de son revenu, dans la mesure où il le serait s'il en avait reçu lui-même le paiement ou la remise. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

29. 1. L'article 316 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **316.** Le contribuable qui a cédé ou transféré, à une personne avec laquelle il avait au même moment un lien de dépendance, un droit sur un montant qui serait autrement inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition à titre de paiement reçu ou à recevoir dans cette année, est réputé l'avoir reçu et doit l'inclure dans le calcul de son revenu pour cette année sauf s'il s'agit d'un revenu provenant d'un bien que le contribuable a également cédé ou transféré ou d'une cession d'une partie d'une pension de retraite effectuée conformément à l'article 64.1 du Régime de pensions du Canada (Statuts du Canada) ou à une disposition semblable d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi ou d'un régime de retraite provincial prescrit. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

30. 1. L'article 317 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **317.** Un contribuable doit inclure un montant qu'il reçoit à titre de prestation de retraite, y compris une pension, un supplément ou une allocation au conjoint reçus en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada), un paiement semblable fait en vertu

d'une loi provinciale, une prestation versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de cette loi, ainsi qu'un paiement reçu en vertu d'un régime de retraite provincial prescrit ou provenant d'un tel régime, en excluant toutefois la partie d'un montant qu'il reçoit en vertu d'un régime de prestations aux employés ou qui provient d'un tel régime et dont l'article 47.1 exige l'inclusion dans le calcul de son revenu ou l'exigerait si l'article 47.2 était interprété sans tenir compte des mots « un remboursement des sommes qu'il a versées ou qui ont été versées par un employé décédé dont il est un héritier ou un représentant légal » et la partie d'un montant qu'il reçoit d'une convention de retraite ou en vertu d'une telle convention et qui doit être incluse dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 313.5 lorsque ce dernier vise un montant prévu aux paragraphes *a* ou *c* de l'article 890.9. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986. Toutefois, lorsque l'article 317 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, réfère à un paiement reçu en vertu d'un régime de retraite provincial prescrit ou qui provient d'un tel régime, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

31. 1. L'article 332.1 de cette loi, modifié par l'article 18 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a* à *e* par les suivants:

« *a*) de 33 1/3% de chaque montant qui est décrit à l'article 332.1.1 et à l'égard duquel la contrepartie qu'il a fournie consiste en un bien, autre qu'un bien que le contribuable a aliéné en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, qu'une action, qu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite ou qu'un bien minier canadien, ou en services, dont le coût peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense dont le montant a été inclus dans le calcul de l'épuisement gagné du contribuable, d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance ou, lorsque le contribuable est une corporation remplaçante d'un prédécesseur, du prédécesseur;

« *b*) de 33 1/3% de chaque montant déterminé en vertu de l'article 332.2 à l'égard d'une aliénation, dans l'année mais après le 11 décembre 1979, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable, autre qu'une aliénation d'un tel bien en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance et qu'il avait déjà utilisé, dont le coût en capital a été inclus dans le calcul de l'épuisement gagné du contribuable, d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance ou, lorsque le contribuable est une corporation remplaçante d'un prédécesseur, du prédécesseur;

« c) de 33 1/3% de chaque montant déterminé en vertu de l'article 332.2 à l'égard d'une aliénation, dans l'année mais après le 11 décembre 1979, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable qui est du matériel d'exploitation de sable bitumineux, autre qu'une aliénation d'un tel bien en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance et qu'il avait déjà utilisé, et dont le coût en capital a été inclus dans le calcul de l'épuisement additionnel du contribuable, d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance ou, lorsque le contribuable est une corporation remplaçante d'un prédécesseur, du prédécesseur;

« d) de 50% de chaque montant déterminé en vertu de l'article 332.2 à l'égard d'une aliénation, dans l'année mais après le 11 décembre 1979, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable qui est du matériel de récupération primaire, autre qu'une aliénation d'un tel bien en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance et qu'il avait déjà utilisé, et dont le coût en capital a été inclus dans le calcul de l'épuisement additionnel du contribuable, d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance ou, lorsque le contribuable est une corporation remplaçante d'un prédécesseur, du prédécesseur;

« e) de 66 2/3% de chaque montant qui devient à recevoir par lui dans l'année mais après le 11 décembre 1979 et à l'égard duquel la contrepartie qu'il a fournie consiste en un bien, autre qu'une action ou un bien minier canadien, ou en services, dont le coût peut raisonnablement être considéré comme étant une dépense relative à un puits de pétrole ou de gaz à l'égard de laquelle un montant a été inclus dans le calcul du compte d'exploration du contribuable ou, lorsque le contribuable est une corporation remplaçante d'un prédécesseur, du prédécesseur; ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

32. 1. L'article 332.3 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« a) « corporation remplaçante »: une corporation qui a acquis, après le 7 novembre 1969, de quelque façon que ce soit, sauf par suite d'une fusion visée au paragraphe 4 de l'article 544 ou d'une liquidation à laquelle s'appliquent les règles prévues aux articles 556 à 564.1 et 565, d'une autre personne, appelée dans le présent article et dans les articles 332.1 et 332.2 le « prédécesseur », la totalité ou la quasi-totalité des biens miniers canadiens du prédécesseur dans des circonstances où s'applique à cette corporation l'article 418.16, l'un des articles

418.18 à 418.21 ou l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada); »;

2° par la suppression du paragraphe *b*.

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

33. 1. L'article 339 de cette loi, modifié par l'article 20 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement de la partie du paragraphe *d.1* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit :

« *d.1*) la partie de l'ensemble de chaque montant payé au contribuable à titre d'allocation de retraite soit par un employeur, soit en vertu d'une convention de retraite à laquelle l'employeur a contribué, et inclus dans le calcul de son revenu pour l'année soit en vertu du paragraphe *a* de l'article 311, soit en vertu de l'article 313.5 lorsque ce dernier vise un montant prévu au paragraphe *a* de l'article 890.9, qui est désignée par le contribuable dans sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie et qui n'excède pas le moindre de l'excédent décrit à l'article 339.1 ou de l'ensemble de chaque montant, dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition précédente, qu'il paie dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de celle-ci : »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *g*, du point par un point-virgule;

3° par l'addition, après le paragraphe *g*, des suivants :

« *h*) tout montant qu'il peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 890.13;

« *i*) le moindre :

i. de la contribution qu'il a versée à son compte en vertu d'un régime de retraite provincial prescrit dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de celle-ci, dans la mesure où cette contribution n'a pas été déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure;

ii. du montant prescrit pour l'année à l'égard du régime; ou

iii. de l'excédent du montant déterminé à son égard pour l'année en vertu du paragraphe *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 922, selon le cas, sur l'ensemble des montants déduits en vertu des articles 922 et 923 dans le calcul de son revenu pour l'année. ».

2. Les sous-paragraphe 1° et 2° et le sous-paragraphe 3°, lorsqu'il édicte le paragraphe *h* de l'article 339 de la Loi sur les impôts, ont effet depuis le 9 octobre 1986.

3. Le sous-paragraphe 3°, lorsqu'il édicte le paragraphe *i* de l'article 339 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1987. Toutefois, lorsque ce paragraphe *i* s'applique à l'année d'imposition 1987, il doit se lire en y remplaçant les mots « dans l'année » par les mots « avant la fin de l'année ».

34. 1. L'article 339.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) l'ensemble :

i. des montants déduits en vertu de ce paragraphe *d.1* à l'égard des montants payés avant l'année à l'égard du retraité soit par l'employeur ou par une personne liée à ce dernier, soit en vertu d'une convention de retraite à laquelle l'employeur ou cette personne a contribué; et

ii. des montants déduits dans le calcul du revenu du retraité pour l'année en vertu du paragraphe *h* de l'article 339, lorsque ce paragraphe vise un montant admissible en déduction en vertu du paragraphe *a* de l'article 890.13. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

35. 1. L'article 363 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Une corporation de mise en valeur est également, aux fins du présent chapitre, une corporation dont la totalité ou la quasi-totalité de l'actif est constituée d'actions du capital-actions d'une ou de plusieurs autres corporations qui sont liées à la corporation autrement qu'en vertu d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, et dont l'entreprise principale est décrite à l'un des paragraphes *a* à *g* du premier alinéa. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

36. 1. Les articles 376 à 380 de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

37. 1. Les articles 384.1 à 384.2 de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

38. 1. L'article 384.3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **384.3** Aux fins des articles 384 et 418.26 à 418.29, lorsqu'une corporation acquiert le contrôle d'une autre corporation entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1983, par suite de l'acquisition des actions de l'autre corporation conformément à une entente écrite conclue au plus tard le 12 novembre 1981, elle est réputée en avoir acquis le contrôle au plus tard à cette dernière date. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

39. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 384.3, des suivants :

« **384.4** Aux fins des articles 371 à 374, 408 à 416 et 418.1 à 418.12, sauf dans la mesure où ces articles s'appliquent aux fins des articles 418.15 à 418.36, lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation a été acquis par une personne ou un groupe de personnes, qu'au cours de la période de 12 mois qui se termine immédiatement avant ce moment, la corporation ou une société dont elle était un associé majoritaire, au sens de l'article 616, a acquis un bien minier canadien ou un bien minier étranger, autre qu'un bien dont était propriétaire la corporation, la société ou une ou plusieurs personnes liées à la corporation tout au long de la période qui commence immédiatement avant la période de 12 mois et qui se termine au moment où le bien a été acquis par la corporation ou la société et qu'immédiatement avant que la période de 12 mois ne commence, la corporation n'était pas une corporation de mise en valeur et la société, si elle avait été une corporation, n'aurait pas été une corporation de mise en valeur, le bien est réputé ne pas avoir été acquis par la corporation ou la société avant ce moment et est réputé avoir été acquis par la corporation ou la société à ce moment, sauf lorsque le bien a été aliéné par la corporation ou la société avant ce moment et qu'il n'a pas été acquis de nouveau par la corporation ou la société avant ce moment, auquel cas, le bien est réputé avoir été acquis par la corporation ou la société immédiatement avant le moment où il a été aliéné.

« **384.5** Aux fins de l'article 384.4, lorsque la corporation visée à cet article a été constituée ou autrement formée pendant la période de 12 mois prévue à cet article, elle est réputée :

a) avoir existé tout au long de la période qui commence immédiatement avant la période de 12 mois et qui se termine immédiatement après qu'elle ait été constituée ou autrement formée; et

b) être liée, tout au long de la période visée au paragraphe *a*, à la personne ou aux personnes auxquelles elle était liée, autrement qu'en vertu d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, tout au long de la période qui commence au moment où elle a été constituée ou autrement formée et qui se termine immédiatement avant que le contrôle de la corporation ait été acquis. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à un bien acquis après le 15 janvier 1987, autre qu'un tel bien acquis avant le 1^{er} janvier 1988 si la personne qui a acquis le bien était tenue, le 15 janvier 1987, d'acquérir le bien conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date.

40. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 393, du suivant :

« **393.1** Lorsqu'un contribuable a une année d'imposition de moins de 51 semaines, le montant déterminé pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 374, du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 413, du paragraphe *b* de l'article 418.7, du sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 418.20, du paragraphe *b* de cet alinéa, du deuxième alinéa de l'article 418.21 ou en premier lieu en vertu du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, ne peut excéder le montant déterminé par ailleurs en vertu de ce sous-paragraphe, de ce paragraphe, de cet alinéa ou en premier lieu en vertu de ce paragraphe, selon le cas, multiplié par le rapport qui existe entre le nombre de jours dans l'année et 365. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 5 juin 1987.

41. 1. L'article 399 de cette loi, modifié par l'article 30 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *g*, du point par un point-virgule;

2° par l'addition, après le paragraphe *g*, du suivant :

« *h*) de chaque montant qui doit être déduit avant ce moment, en vertu du paragraphe *b* de l'article 418.31, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens d'exploration. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

42. 1. Les articles 399.4 et 399.5 de cette loi, édictés par l'article 31 du chapitre 18 des lois de 1988, sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

43. 1. Les articles 402 à 405 de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

44. 1. L'article 412 de cette loi, modifié par l'article 37 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement des sous-paragraphe *ii* à *iv* du paragraphe *b* par les suivants :

« *ii.* lorsque le produit de l'aliénation visé au sous-paragraphe *i* peut raisonnablement être attribué à l'aliénation d'un bien qui a été acquis par le contribuable dans des circonstances où les articles 418.19 et 418.20 s'appliquent à ce contribuable à un titre autre que celui de propriétaire initial ou de propriétaire antérieur, le moindre du montant déterminé au sous-paragraphe *i* à l'égard du bien et de l'ensemble de chaque montant déterminé à ce moment, en vertu du deuxième alinéa de l'article 418.19, à l'égard de l'acquisition du bien par le contribuable ; ou

« *iii.* dans les autres cas, un montant nul ; » ;

2° par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant :

« *g*) de l'excédent de l'ensemble de chaque montant déterminé en vertu de l'article 418.12 à l'égard d'une année d'imposition du contribuable qui se termine au plus tard à ce moment sur l'ensemble de chaque montant égal au moindre des montants suivants :

i. le montant déterminé à ce moment, en vertu du deuxième alinéa de l'article 418.19, à l'égard de l'acquisition d'un bien par le contribuable d'un propriétaire initial donné ou d'un propriétaire antérieur donné du bien ;

ii. l'excédent de l'ensemble des montants visés au paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 418.21 qui sont devenus à recevoir par le contribuable au plus tard à ce moment, à l'égard de l'aliénation d'un bien acquis du propriétaire initial donné ou du propriétaire antérieur donné, sur le montant déterminé en vertu du paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 418.21 à l'égard de l'acquisition d'un tel bien; »;

3° par le remplacement, à la fin du paragraphe *i*, du point par un point-virgule;

4° par l'addition, après le paragraphe *i*, du suivant:

« *j*) de chaque montant qui doit être déduit avant ce moment, en vertu du paragraphe *c* de l'article 418.31, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

45. 1. L'article 414 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le suivant:

« *b*) de l'excédent, sur le total de l'ensemble des montants déduits dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 357 à l'égard d'un bien minier canadien ou en vertu de l'article 358 et de l'ensemble des montants déduits pour l'année en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r.2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), des articles 418.16 à 418.19 et de l'article 418.21, que l'on peut raisonnablement attribuer aux montants visés aux sous-paragraphes *i* à *iii* pour l'année, du total, avant toute déduction en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) ou de l'un des articles 359 à 419.6, de:

i. son revenu pour l'année que l'on peut raisonnablement attribuer à la production de minerai, à l'exception du minerai de fer et du minerai de sables asphaltiques, provenant d'un bien minier, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui du métal brut ou son équivalent, à la production de minerai de fer provenant d'un bien minier, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui de la boulette ou son équivalent et aux loyers ou redevances provenant d'un bien minier, calculés en fonction du volume ou de la valeur de la production de minerai;

ii. l'ensemble des montants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des paragraphes *b*, *d* ou *e* de l'article 330, autre qu'un montant visé au sous-paragraphe iii, mais dans la mesure où le paragraphe *b* de cet article réfère à l'article 357, seuls les montants déduits dans le calcul de son revenu, en vertu de ce dernier article, pour l'année d'imposition précédente à l'égard d'un bien minier canadien peuvent être pris en considération; et

iii. l'ensemble des montants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *e* de l'article 330, que l'on peut raisonnablement attribuer à l'aliénation par la corporation, dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, de tout intérêt ou droit dans un bien minier canadien, dans la mesure où le produit de l'aliénation n'a pas été inclus dans le calcul d'un montant pour une année d'imposition antérieure en vertu du présent sous-paragraphe, du sous-paragraphe i du paragraphe *a* du troisième alinéa des articles 418.16 et 418.18, du sous-paragraphe iii du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, de l'article 418.28 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère à la division A du sous-alinéa i de l'alinéa *d* du paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada). ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

46. 1. Les articles 415 à 415.3 de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

47. 1. L'article 418.6 de cette loi, modifié par l'article 43 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement des sous-paragraphes ii à iv du paragraphe *b* par les suivants :

« ii. lorsque le produit de l'aliénation visé au sous-paragraphe i peut raisonnablement être attribué à l'aliénation d'un bien qui a été acquis par le contribuable dans des circonstances où l'article 418.21 s'applique à ce contribuable à un titre autre que celui de propriétaire initial ou de propriétaire antérieur, le moindre du montant déterminé au sous-paragraphe i à l'égard du bien et de l'ensemble de chaque montant qui serait déterminé à ce moment, en vertu du deuxième alinéa de l'article 418.21, à l'égard de l'acquisition du bien par le

contribuable, si cet alinéa se lisait sans qu'il ne soit tenu compte de l'expression « 10% de »; ou

« iii. dans les autres cas, un montant nul; »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *e*, du point par un point-virgule;

3° par l'addition, après le paragraphe *e*, du suivant :

« *f*) de chaque montant qui doit être déduit avant ce moment, en vertu du paragraphe *d* de l'article 418.31, dans le calcul de ses frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

48. 1. Les articles 418.8 à 418.11 de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

49. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 418.14, de ce qui suit :

« SECTION IV.2

« CORPORATIONS REMPLAÇANTES

« **418.15** Dans le présent chapitre, l'expression :

a) « montant provisionnel » d'une corporation pour une année d'imposition à l'égard d'un propriétaire initial ou d'un propriétaire antérieur d'un bien minier canadien signifie l'excédent :

i. de l'ensemble des montants qui doivent être inclus, en vertu du paragraphe *b* de l'article 330, dans le calcul de son revenu pour l'année et qu'elle doit y inclure en vertu de l'article 545 ou de l'article 564 lorsqu'il réfère à cet article 545, à l'égard d'une provision déduite en vertu des articles 357 ou 358 dans le calcul du revenu du propriétaire initial ou du propriétaire antérieur; sur

ii. l'ensemble des montants qu'elle déduit, en vertu des articles 357 ou 358, dans le calcul de son revenu pour l'année à l'égard de l'aliénation d'un bien par le propriétaire initial ou le propriétaire antérieur, selon le cas;

b) « propriétaire antérieur » d'un bien minier canadien ou d'un bien minier étranger désigne une corporation :

i. qui a acquis le bien dans des circonstances où, à l'égard de ce bien, s'applique à la corporation, ou s'y appliquerait si elle était demeurée propriétaire du bien, l'un des articles 418.16 à 418.21 ou l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada);

ii. qui a aliéné le bien en faveur d'une autre corporation qui l'a acquis dans des circonstances où, à l'égard de ce bien, s'applique à cette autre corporation, ou s'y appliquerait si elle était demeurée propriétaire du bien, l'un des articles 418.16 à 418.21 ou l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2), réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada); et

iii. qui aurait droit, en l'absence de l'article 418.33, 418.34 ou 418.36, selon le cas, à l'égard de frais engagés par un propriétaire initial du bien, à une déduction, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine après le moment où elle a aliéné le bien, en vertu de l'un des articles 418.16 à 418.21 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada);

c) «propriétaire initial» d'un bien minier canadien ou d'un bien minier étranger désigne une personne:

i. qui a aliéné le bien dont elle était propriétaire en faveur d'une corporation qui l'a acquis dans des circonstances où, à l'égard de ce bien, s'applique à la corporation, ou s'y appliquerait si elle était demeurée propriétaire du bien, l'un des articles 418.16 à 418.21 ou l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada);

ii. qui aurait droit, en l'absence de l'article 418.31, 418.32 ou 418.36, selon le cas, à l'égard de frais décrits à l'article 87 de la Loi

concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où le deuxième alinéa de l'article 86.1 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère aux frais décrits aux sous-alinéas i ou ii de l'alinéa c du paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), de frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, de frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, de frais canadiens d'exploration, de frais canadiens de mise en valeur ou de frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz engagés par elle avant le moment où elle a aliéné le bien, à une déduction, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine après le moment où elle a aliéné le bien, en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère à l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) ou de l'un des articles 367, 368, 371, 400, 401, 413, 414 ou 418.7.

Aux fins du présent chapitre, sauf aux fins du paragraphe b du deuxième alinéa de l'article 414 et du paragraphe c du premier alinéa de l'article 418.20, on entend par « production » provenant d'un bien minier canadien ou d'un bien minier étranger :

a) du pétrole, du gaz naturel et des hydrocarbures apparentés provenant de ce bien ;

b) du pétrole brut lourd provenant de ce bien, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui du pétrole brut ou son équivalent ;

c) du minerai, à l'exception du minerai de fer et du minerai de sables asphaltiques, provenant de ce bien, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui du métal brut ou son équivalent ;

d) du minerai de fer provenant de ce bien, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui de la boulette ou son équivalent ;

e) du minerai de sables asphaltiques provenant de ce bien, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui du pétrole brut ou son équivalent ; et

f) tout loyer ou redevance provenant de ce bien, calculés en fonction du volume ou de la valeur de la production de pétrole, de gaz naturel ou d'hydrocarbures apparentés ou de minerai.

« **418.16** Sous réserve des articles 418.22 et 418.23, une corporation qui acquiert après le 31 décembre 1971, de quelque façon

que ce soit, un bien minier canadien donné, appelé « bien donné » dans le présent article, peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qui n'excède pas l'ensemble de chaque montant égal au moindre du montant visé au deuxième alinéa et de celui visé au troisième alinéa déterminés à l'égard d'un propriétaire initial du bien donné.

Le montant auquel réfère en premier lieu le premier alinéa est égal au montant des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur engagés par le propriétaire initial avant qu'il ait aliéné le bien donné, dans la mesure où ces frais :

a) n'ont pas été déduits dans le calcul du revenu de la corporation pour toute année d'imposition antérieure ni dans celui de tout propriétaire antérieur du bien donné pour toute année d'imposition; et

b) n'étaient pas admissibles en déduction en vertu de l'article 362 ou n'ont pas été déduits en vertu des articles 367 ou 368 dans le calcul du revenu du propriétaire initial pour toute année d'imposition.

Le montant auquel réfère en dernier lieu le premier alinéa est égal à l'excédent :

a) de la partie du revenu de la corporation pour l'année, déterminée avant toute déduction en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) ou de l'un des articles 359 à 419.6, que l'on peut raisonnablement attribuer :

i. au montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *e* de l'article 330, que l'on peut raisonnablement attribuer à l'aliénation par la corporation, dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, de tout intérêt ou droit dans le bien donné, dans la mesure où le produit de l'aliénation n'a pas été inclus dans le calcul d'un montant pour toute année d'imposition antérieure en vertu du présent sous-paragraphe, du sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.18, du sous-paragraphe *iii* du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, de l'article 418.28 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère à la division A du sous-alinéa *i* de l'alinéa *d* du paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada);

ii. à son montant provisionnel pour l'année à l'égard du propriétaire initial et de chaque propriétaire antérieur du bien donné; ou

iii. à la production provenant du bien donné; sur

b) l'ensemble des autres montants déduits pour l'année en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), du présent article et des articles 418.18, 418.19 et 418.21, que l'on peut raisonnablement attribuer à la partie de son revenu, visée au paragraphe *a*, pour l'année à l'égard du bien donné.

«**418.17** Sous réserve des articles 418.22 et 418.24, une corporation qui acquiert après le 31 décembre 1971, de quelque façon que ce soit, un bien minier étranger donné, appelé « bien donné » dans le présent article, peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qui n'excède pas l'ensemble de chaque montant égal au moindre du montant visé au deuxième alinéa et de celui visé au troisième alinéa déterminés à l'égard d'un propriétaire initial du bien donné.

Le montant auquel réfère en premier lieu le premier alinéa est égal au montant des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur engagés par le propriétaire initial avant qu'il ait aliéné le bien donné, dans la mesure où ces frais n'ont pas été déduits dans le calcul du revenu de la corporation pour toute année d'imposition antérieure ni dans celui de tout propriétaire antérieur du bien donné pour toute année d'imposition et n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul du revenu du propriétaire initial pour toute année d'imposition.

Le montant auquel réfère en dernier lieu le premier alinéa est égal à l'excédent :

a) de la partie du revenu de la corporation pour l'année, déterminée avant toute déduction en vertu de l'un des articles 359 à 419.6, que l'on peut raisonnablement attribuer :

i. au montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 330, que l'on peut raisonnablement attribuer à l'aliénation par la corporation de tout intérêt ou droit dans le bien donné; ou

ii. à la production provenant du bien donné; sur

b) l'ensemble des autres montants déduits pour l'année en vertu du présent article et de l'article 418.19 par suite de l'application du paragraphe c du premier alinéa de l'article 418.20, que l'on peut raisonnablement attribuer à la partie de son revenu, visée au paragraphe a, pour l'année à l'égard du bien donné.

«**418.18** Sous réserve des articles 418.22 et 418.23, une corporation qui acquiert après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, de quelque façon que ce soit, un bien minier canadien donné, appelé « bien donné » dans le présent article, peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qui n'excède pas l'ensemble de chaque montant égal au moindre du montant visé au deuxième alinéa et de celui visé au troisième alinéa déterminés à l'égard d'un propriétaire initial du bien donné.

Le montant auquel réfère en premier lieu le premier alinéa est égal à l'ensemble des frais cumulatifs canadiens d'exploration du propriétaire initial, déterminés immédiatement après qu'il ait aliéné le bien donné, et des montants qui doivent être ajoutés en vertu du paragraphe c de l'article 418.25, à un moment quelconque après que le propriétaire initial ait aliéné le bien donné et avant la fin de l'année, aux frais cumulatifs canadiens d'exploration du propriétaire initial à l'égard d'un propriétaire antérieur du bien donné ou à l'égard de la corporation, selon le cas, dans la mesure où un montant à l'égard de cet ensemble :

a) n'a pas été déduit dans le calcul du revenu de la corporation pour toute année d'imposition antérieure ni dans celui de tout propriétaire antérieur du bien donné pour toute année d'imposition; et

b) n'était pas admissible en déduction en vertu de l'article 400 ou n'a pas été déduit en vertu de l'article 401 dans le calcul du revenu du propriétaire initial pour toute année d'imposition ou n'a pas été désigné par celui-ci pour toute année d'imposition aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) conformément au paragraphe 14.1 de l'article 66 de cette loi.

Le montant auquel réfère en dernier lieu le premier alinéa est égal à l'excédent :

a) de la partie du revenu de la corporation pour l'année, déterminée avant toute déduction en vertu de l'article 86 de la Loi

concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) ou de l'un des articles 359 à 419.6, que l'on peut raisonnablement attribuer:

i. au montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *e* de l'article 330, que l'on peut raisonnablement attribuer à l'aliénation par la corporation, dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, de tout intérêt ou droit dans le bien donné, dans la mesure où le produit de l'aliénation n'a pas été inclus dans le calcul d'un montant pour toute année d'imposition antérieure en vertu du présent sous-paragraphe, du sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.16, du sous-paragraphe *iii* du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, de l'article 418.28 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère à la division A du sous-alinéa *i* de l'alinéa *d* du paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada);

ii. à son montant provisionnel pour l'année à l'égard du propriétaire initial et de chaque propriétaire antérieur du bien donné; ou

iii. à la production provenant du bien donné; sur

b) l'ensemble des autres montants déduits pour l'année en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), du présent article et des articles 418.16, 418.19 et 418.21, que l'on peut raisonnablement attribuer à la partie de son revenu, visée au paragraphe *a*, pour l'année à l'égard du bien donné.

«**418.19** Sous réserve des articles 418.22 et 418.23, une corporation qui acquiert après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, de quelque façon que ce soit, un bien minier canadien donné, appelé « bien donné » dans le présent article et dans l'article 418.20, peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant qui n'excède pas l'ensemble de chaque montant égal au moindre du montant visé au deuxième alinéa, de celui visé au troisième alinéa et, le cas échéant, de celui visé à l'article 418.20, déterminés à l'égard d'un propriétaire initial du bien donné.

Le montant auquel réfère en premier lieu le premier alinéa est égal à l'excédent:

a) de l'excédent:

i. des frais cumulatifs canadiens de mise en valeur du propriétaire initial, déterminés immédiatement après qu'il ait aliéné le bien donné, dans la mesure où ces frais n'ont pas été déduits dans le calcul du revenu de la corporation pour toute année d'imposition antérieure ni dans celui du propriétaire initial ou de tout propriétaire antérieur du bien donné pour toute année d'imposition et n'ont pas été désignés par le propriétaire initial pour toute année d'imposition aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) conformément au paragraphe 14.2 de l'article 66 de cette loi; sur

ii. tout montant qui doit être déduit en vertu du paragraphe b de l'article 418.25, à un moment quelconque après que le propriétaire initial ait aliéné le bien donné et avant la fin de l'année, des frais cumulatifs canadiens de mise en valeur du propriétaire initial à l'égard d'un propriétaire antérieur du bien donné ou à l'égard de la corporation, selon le cas; sur

b) l'ensemble des montants devenus à recevoir par un propriétaire antérieur du bien donné ou par la corporation dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure et:

i. qui ont été inclus, à la fin de l'année, par le propriétaire antérieur ou par la corporation dans le montant visé au sous-paragraphe i du paragraphe b de l'article 412; et

ii. que l'on peut raisonnablement attribuer à l'aliénation du bien donné par le propriétaire antérieur ou par la corporation.

Le montant auquel réfère en second lieu le premier alinéa est égal à l'excédent:

a) de la partie du revenu de la corporation pour l'année, déterminée avant toute déduction en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) ou de l'un des articles 359 à 419.6, que l'on peut raisonnablement attribuer:

i. à son montant provisionnel pour l'année à l'égard du propriétaire initial et de chaque propriétaire antérieur du bien donné; ou

ii. à la production provenant du bien donné; sur

b) l'ensemble des autres montants déduits pour l'année en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R. R. Q., 1981, chapitre I-4, r.2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), du présent article et des articles 418.16, 418.18 et 418.21, que l'on peut raisonnablement attribuer à la partie de son revenu, visée au paragraphe *a*, pour l'année à l'égard du bien donné.

«**418.20** Le montant auquel réfère en dernier lieu le premier alinéa de l'article 418.19 est égal:

a) lorsque la corporation visée à l'article 418.19 est une corporation de mise en valeur exerçant une entreprise pétrolière, à l'ensemble:

i. de 30% de l'excédent des frais visés au paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 418.19 qui n'ont pas été engagés au Québec au sens de l'article 416 sur l'ensemble visé au paragraphe *b* de ce deuxième alinéa; et

ii. de l'excédent des frais visés au paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 418.19 qui ont été engagés au Québec au sens de l'article 416 sur l'excédent de l'ensemble visé au paragraphe *b* de ce deuxième alinéa sur les frais visés à ce paragraphe *a* qui n'ont pas été engagés au Québec au sens de l'article 416;

b) lorsque la corporation visée à l'article 418.19 n'est pas une corporation de mise en valeur et exerce une entreprise pétrolière, à 30% de l'excédent visé au deuxième alinéa de cet article;

c) lorsque la corporation visée à l'article 418.19 n'est pas une corporation de mise en valeur et exerce une entreprise minière, au plus élevé soit de 30% de l'excédent visé au deuxième alinéa de cet article, soit de l'excédent, sur le total de l'ensemble des montants déduits dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 357 à l'égard d'un bien minier canadien qui est un bien décrit au deuxième alinéa ou en vertu de l'article 358 à l'égard d'un bien décrit à cet alinéa et de l'ensemble des autres montants déduits pour l'année en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R. R. Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), des articles 418.16 à 418.19 et de l'article 418.21, que l'on

peut raisonnablement attribuer aux montants visés aux sous-paragraphe i à iii pour l'année, du total, avant toute déduction en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) ou de l'un des articles 359 à 419.6, de :

i. son revenu pour l'année que l'on peut raisonnablement attribuer à la production de minerai, à l'exception du minerai de fer et du minerai de sables asphaltiques, provenant d'un bien minier qui est un bien décrit au deuxième alinéa, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui du métal brut ou son équivalent, à la production de minerai de fer provenant d'un tel bien, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui de la boulette ou son équivalent et aux loyers ou redevances, provenant d'un tel bien, calculés en fonction du volume ou de la valeur de la production de minerai;

ii. l'ensemble des montants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des paragraphes *b*, *d* ou *e* de l'article 330, autre qu'un montant visé au sous-paragraphe iii, à l'égard d'un bien décrit au deuxième alinéa, mais dans la mesure où le paragraphe *b* de l'article 330 réfère à l'article 357, seuls les montants déduits dans le calcul de son revenu, en vertu de ce dernier article, pour l'année d'imposition précédente à l'égard de l'aliénation d'un bien minier canadien peuvent être pris en considération; et

iii. l'ensemble des montants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *e* de l'article 330, que l'on peut raisonnablement attribuer à l'aliénation par la corporation, dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, de tout intérêt ou droit dans un bien décrit au deuxième alinéa, dans la mesure où le produit de l'aliénation n'a pas été inclus dans le calcul d'un montant pour une année d'imposition antérieure en vertu du présent sous-paragraphe, du sous-paragraphe i du paragraphe *a* du troisième alinéa des articles 418.16 et 418.18, de l'article 418.28 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère à la division A du sous-alinéa i de l'alinéa *d* du paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada).

Un bien dont le paragraphe *c* du premier alinéa prévoit la description est un bien dont la personne de qui des biens ont été acquis conformément à l'article 418.19 était propriétaire immédiatement avant l'acquisition visée à cet article.

« **418.21** Sous réserve des articles 418.22 et 418.23, une corporation qui acquiert après le 11 décembre 1979, de quelque façon

que ce soit, un bien minier canadien donné, appelé « bien donné » dans le présent article, peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qui n'excède pas l'ensemble de chaque montant égal au moindre du montant visé au deuxième alinéa et de celui visé au troisième alinéa déterminés à l'égard d'un propriétaire initial du bien donné.

Le montant auquel réfère en premier lieu le premier alinéa est égal à 10 % de l'excédent :

a) des frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz du propriétaire initial, déterminés immédiatement après qu'il ait aliéné le bien donné, dans la mesure où ces frais n'ont pas été déduits dans le calcul du revenu de la corporation pour toute année d'imposition antérieure ni dans celui du propriétaire initial ou de tout propriétaire antérieur du bien donné pour toute année d'imposition; sur

b) l'ensemble des montants devenus à recevoir par un propriétaire antérieur du bien donné ou par la corporation dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure et :

i. qui ont été inclus, à la fin de l'année, par le propriétaire antérieur ou par la corporation dans le montant visé au sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 418.6; et

ii. que l'on peut raisonnablement attribuer à l'aliénation du bien donné par le propriétaire antérieur ou par la corporation.

Le montant auquel réfère en dernier lieu le premier alinéa est égal à l'excédent :

a) de la partie du revenu de la corporation pour l'année, déterminée avant toute déduction en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) ou de l'un des articles 359 à 419.6, que l'on peut raisonnablement attribuer :

i. à son montant provisionnel pour l'année à l'égard du propriétaire initial et de chaque propriétaire antérieur du bien donné; ou

ii. à la production provenant du bien donné; sur

b) l'ensemble des autres montants déduits pour l'année en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre

I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), du présent article et des articles 418.16, 418.18 et 418.19, que l'on peut raisonnablement attribuer à la partie de son revenu, visée au paragraphe *a*, pour l'année à l'égard du bien donné.

« **418.22** L'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), les articles 418.16 à 418.19 et l'article 418.21 ne s'appliquent pas:

a) à l'égard d'un bien minier canadien ou d'un bien minier étranger acquis par suite d'une fusion à laquelle s'applique le paragraphe 4 de l'article 544 ou d'une liquidation à laquelle s'applique l'article 565.1; ou

b) afin de permettre, à l'égard de l'acquisition par une corporation avant le 18 février 1987 d'un bien minier canadien ou d'un bien minier étranger, une déduction par cette corporation d'un montant qu'elle n'aurait pas eu le droit de déduire en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), des articles 359 à 359.17, 362 à 418.14 ou 419 à 419.4 ou de l'article 419.6 si ces articles s'étaient appliqués, aux années d'imposition qui se terminent après le 17 février 1987, tels qu'ils se lisaient lorsqu'ils s'appliquaient aux années d'imposition qui se terminent avant le 18 février 1987.

« **418.23** L'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), et les articles 418.16, 418.18, 418.19 et 418.21 ne s'appliquent à une corporation qui a acquis un bien minier canadien donné, appelé « bien donné » dans le présent article:

a) lorsqu'elle a acquis le bien donné dans une année d'imposition qui commence avant le 1^{er} janvier 1985, que si elle a acquis, au moment où elle a acquis le bien donné, la totalité ou la quasi-totalité des biens utilisés, par la personne de qui elle a acquis le bien donné, dans une entreprise décrite aux paragraphes *a* à *g* de l'article 363 que cette personne exploitait au Canada;

b) lorsqu'elle a acquis le bien donné dans une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1984, que si elle a acquis, au moment où elle a acquis le bien donné, la totalité ou la quasi-totalité des biens miniers canadiens de la personne de qui elle a acquis le bien donné;

c) lorsqu'elle a acquis le bien donné après le 5 juin 1987 par suite d'une fusion ou d'une liquidation, que si elle a produit au ministre un choix sur un formulaire prescrit au plus tard le jour où elle doit au plus tard produire sa déclaration fiscale en vertu de l'article 1000 pour son année d'imposition dans laquelle elle a acquis le bien donné;

d) lorsqu'elle a acquis le bien donné après le 16 novembre 1978 et dans une année d'imposition qui se termine avant le 18 février 1987, de quelque façon que ce soit, sauf par suite d'une fusion ou d'une liquidation, que si la corporation et la personne de qui elle a acquis le bien donné ont produit au ministre un choix conjoint conformément aux articles 376 à 379, 402 à 405, 415 à 415.3, 418.8 à 418.11 et à l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère aux paragraphes 25 et 29 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), en appliquant ces articles tels qu'ils se lisaient pour cette année;

e) lorsqu'elle a acquis le bien donné dans une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987, de quelque façon que ce soit, sauf par suite d'une fusion ou d'une liquidation, que si la corporation et la personne de qui elle a acquis le bien donné ont produit au ministre un choix conjoint sur un formulaire prescrit au plus tard au premier en date du jour où l'une d'elles doit au plus tard produire au ministre sa déclaration fiscale en vertu de l'article 1000 pour son année d'imposition dans laquelle la corporation a acquis le bien donné.

« **418.24** L'article 418.17 ne s'applique à une corporation qui a acquis un bien minier étranger donné, appelé « bien donné » dans le présent article :

a) lorsqu'elle a acquis le bien donné dans une année d'imposition qui commence avant le 1^{er} janvier 1985, que si elle a acquis, au moment où elle a acquis le bien donné, la totalité ou la quasi-totalité des biens utilisés, par la personne de qui elle a acquis le bien donné, dans une entreprise décrite aux paragraphes a à g de l'article 363 que cette personne exploitait hors du Canada;

b) lorsqu'elle a acquis le bien donné dans une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1984, que si elle a acquis, au moment où elle a acquis le bien donné, la totalité ou la quasi-totalité des biens miniers étrangers de la personne de qui elle a acquis le bien donné;

c) lorsqu'elle a acquis le bien donné après le 5 juin 1987 par suite d'une fusion ou d'une liquidation, que si elle a produit au ministre un choix sur un formulaire prescrit au plus tard le jour où elle doit au plus tard produire sa déclaration fiscale en vertu de l'article 1000 pour son année d'imposition dans laquelle elle a acquis le bien donné;

d) lorsqu'elle a acquis le bien donné après le 16 novembre 1978 et dans une année d'imposition qui se termine avant le 18 février 1987, de quelque façon que ce soit, sauf par suite d'une fusion ou d'une liquidation, que si la corporation et la personne de qui elle a acquis le bien donné ont produit au ministre un choix conjoint sur un formulaire prescrit conformément à l'article 380, en appliquant cet article tel qu'il se lisait pour cette année;

e) lorsqu'elle a acquis le bien donné dans une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987, de quelque façon que ce soit, sauf par suite d'une fusion ou d'une liquidation, que si la corporation et la personne de qui elle a acquis le bien donné ont produit au ministre un choix conjoint sur un formulaire prescrit au plus tard au premier en date du jour où l'une d'elles doit au plus tard produire au ministre sa déclaration fiscale en vertu l'article 1000 pour son année d'imposition dans laquelle la corporation a acquis le bien donné.

«**418.25** Lorsqu'une corporation acquiert un bien minier canadien, que l'article 418.19 s'applique à l'égard de l'acquisition et que les frais cumulatifs canadiens de mise en valeur d'un propriétaire initial du bien, déterminés en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe a du deuxième alinéa de l'article 418.19 à l'égard de la corporation, comprennent des frais canadiens de mise en valeur engagés par le propriétaire initial, à l'égard d'un puits de pétrole ou de gaz, qui seraient, en l'absence du présent article, réputés, en vertu de l'article 399.3, être des frais canadiens d'exploration engagés à l'égard du puits par le propriétaire initial, à un moment donné après l'acquisition du bien par la corporation et avant qu'elle ne l'ait aliéné, les règles suivantes s'appliquent:

a) l'article 399.3 ne s'applique pas à l'égard des frais canadiens de mise en valeur engagés à l'égard du puits par le propriétaire initial;

b) il doit être déduit, à ce moment donné, des frais cumulatifs canadiens de mise en valeur du propriétaire initial, à l'égard de la

corporation, aux fins du paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 418.19, un montant égal au moindre des montants suivants :

i. le montant qui serait réputé, en vertu de l'article 399.3, être, à ce moment donné, des frais canadiens d'exploration engagés à l'égard du puits par le propriétaire initial, si cet article s'appliquait à l'égard de ces frais ;

ii. le montant des frais cumulatifs canadiens de mise en valeur du propriétaire initial, déterminés en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 418.19 à l'égard de la corporation immédiatement avant ce moment donné ;

c) le montant qui doit être déduit en vertu du paragraphe *b* doit être ajouté, à ce moment donné, aux frais cumulatifs canadiens d'exploration du propriétaire initial, à l'égard de la corporation, aux fins du deuxième alinéa de l'article 418.18.

« **418.26** Lorsque, à un moment quelconque après le 12 novembre 1981, le contrôle d'une corporation est acquis par une personne ou un groupe de personnes ou qu'une corporation cesse d'être exonérée de l'impôt sur son revenu imposable en vertu de la présente partie, aux fins de déterminer les déductions prévues par la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) et par la présente partie, autres que celles prévues aux articles 359.2, 359.4, 359.6 et 359.13, relatives à des frais d'exploration ou de forage, des frais de prospection, d'exploration ou de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration, des frais canadiens de mise en valeur et des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, appelés « frais miniers » dans le présent article, que la corporation a engagés avant ce moment, les règles suivantes s'appliquent :

a) la corporation est réputée être, après ce moment, une corporation qui a acquis, à ce moment, d'un propriétaire initial la totalité des biens dont elle était propriétaire immédiatement avant ce moment ;

b) un choix conjoint est réputé avoir été produit à l'égard de l'acquisition conformément aux articles 418.23 et 418.24 ;

c) les frais miniers engagés par la corporation avant ce moment sont réputés avoir été engagés par un propriétaire initial des biens et non par la corporation ;

d) lorsque, en vertu du paragraphe *c*, les frais étrangers d'exploration et de mise en valeur engagés par la corporation sont

réputés avoir été engagés par un propriétaire initial des biens, la corporation peut désigner, pour une année d'imposition, un montant, qui n'excède pas le moindre du montant visé au paragraphe *a* de l'article 418.27 et de celui visé au paragraphe *b* de cet article, comme étant un montant attribuable à la production visée au sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.17, et le montant ainsi désigné est réputé, aux fins du sous-paragraphe iii du paragraphe *a* du troisième alinéa des articles 418.16 et 418.18, du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.19, du sous-paragraphe i du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.21, du paragraphe *a* de l'article 418.28 et de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère à la division B du sous-alinéa i de l'alinéa *d* du paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), ne pas être un montant attribuable à la production provenant d'un bien minier canadien dans l'année;

e) lorsque la corporation, appelée « cessionnaire » dans le présent paragraphe, est, à ce moment et immédiatement avant ce moment, une corporation donnée, au sens du paragraphe 5 de l'article 544, ou une filiale entièrement contrôlée, au sens de ce paragraphe, d'une autre corporation, appelée « cédante » dans le présent paragraphe et dans l'article 418.28:

i. cette dernière peut désigner en faveur de la cessionnaire, pour une année d'imposition de la cédante qui se termine après ce moment, si tout au long de cette année la cessionnaire est une telle corporation donnée ou une telle filiale entièrement contrôlée de la cédante, un montant qui n'excède pas celui visé à l'article 418.28, aux fins d'effectuer une déduction en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) ou de la présente section à l'égard des frais miniers engagés, avant ce moment, par la cessionnaire alors qu'elle était une telle corporation donnée ou une telle filiale entièrement contrôlée de la cédante, dans la mesure où le montant ainsi désigné n'est pas désigné en faveur d'un autre contribuable en vertu du présent paragraphe et seulement si les deux corporations conviennent de se prévaloir du présent paragraphe pour cette année et en avisent par écrit le ministre dans la déclaration fiscale de la cédante en vertu de la présente partie pour cette année; et

ii. le montant ainsi désigné est réputé, aux fins du calcul d'un montant en vertu du troisième alinéa des articles 418.16, 418.18 et 418.19, du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, tel que ce paragraphe se lirait s'il était fait abstraction des mots « au plus élevé soit de 30% de l'excédent visé au deuxième alinéa de cet article, soit » et si les mots « de l'excédent » se lisaient « à l'excédent », du troisième alinéa de l'article 418.21 et de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère à l'alinéa *d* du paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), être le revenu de la cessionnaire provenant des sources décrites aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas, de l'article 418.28 pour son année d'imposition au cours de laquelle se termine cette année d'imposition de la cédante et ne pas être le revenu de la cédante provenant de ces sources pour cette année;

f) lorsque la corporation, appelée « cessionnaire » dans le présent paragraphe, est, à ce moment et immédiatement avant ce moment, une corporation donnée, au sens du paragraphe 5 de l'article 544, ou une filiale entièrement contrôlée, au sens de ce paragraphe, d'une autre corporation, appelée « cédante » dans le présent paragraphe et dans l'article 418.29, cette dernière peut désigner en faveur de la cessionnaire, pour une année d'imposition de la cédante qui se termine après ce moment, si tout au long de cette année la cessionnaire est une telle corporation donnée ou une telle filiale entièrement contrôlée de la cédante, un montant qui n'excède pas celui visé à l'article 418.29, aux fins d'effectuer une déduction en vertu de la présente section à l'égard des frais miniers engagés, avant ce moment, par la cessionnaire alors qu'elle était une telle corporation donnée ou une telle filiale entièrement contrôlée de la cédante, dans la mesure où le montant ainsi désigné n'est pas désigné en faveur d'un autre contribuable en vertu du présent paragraphe et seulement si les deux corporations conviennent de se prévaloir du présent paragraphe pour cette année et en avisent par écrit le ministre dans la déclaration fiscale de la cédante en vertu de la présente partie pour cette année, et le montant ainsi désigné est réputé:

i. aux fins du calcul d'un montant en vertu du troisième alinéa de l'article 418.17, du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, tel que ce paragraphe se lirait s'il était fait abstraction des mots « au plus élevé soit de 30% de l'excédent visé au deuxième alinéa de cet article, soit » et si les mots « de l'excédent » se lisaient « à l'excédent » et du paragraphe *b* de l'article 418.27, être le revenu de

la cessionnaire provenant des sources décrites aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas, de l'article 418.29 pour son année d'imposition au cours de laquelle se termine cette année d'imposition de la cédante; et

ii. aux fins du calcul d'un montant en vertu du troisième alinéa de l'article 418.17 et du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, tel que ce paragraphe se lirait s'il était fait abstraction des mots « au plus élevé soit de 30% de l'excédent visé au deuxième alinéa de cet article, soit » et si les mots « de l'excédent » se lisaient « à l'excédent », ne pas être le revenu de la cédante provenant de ces sources pour cette année;

g) lorsque, à ce moment et immédiatement avant ce moment, la corporation, appelée « cessionnaire » dans le présent paragraphe, et une autre corporation, appelée « cédante » dans le présent paragraphe, sont toutes deux des filiales entièrement contrôlées, au sens du paragraphe 5 de l'article 544, d'une même corporation donnée, au sens de ce paragraphe, et que la cessionnaire et la cédante conviennent de se prévaloir du présent paragraphe pour une année d'imposition de la cédante qui se termine après ce moment et en avisent par écrit le ministre dans la déclaration fiscale de la cédante en vertu de la présente partie pour cette année, le paragraphe *e* ou *f* ou les deux, selon ce qui est prévu à la convention, s'appliquent pour cette année à la cessionnaire et à la cédante comme si l'une d'elles était, par rapport à l'autre, la corporation donnée au sens du paragraphe 5 de l'article 544;

h) lorsque ce moment est après le 15 janvier 1987 et que, à ce moment, la corporation est membre d'une société qui, à ce moment, est propriétaire d'un bien minier canadien ou d'un bien minier étranger, la corporation est, aux fins du paragraphe *a*, réputée avoir été propriétaire, immédiatement avant ce moment, de la partie de ce bien dont la société était propriétaire à ce moment, égale au pourcentage de sa part dans l'ensemble des montants qui seraient versés à tous les membres de la société si elle était dissoute à ce moment et, aux fins du sous-paragraphe iii du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.16, du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.17, du sous-paragraphe iii du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.18, du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.19, du sous-paragraphe i du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20, du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 418.21 et de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère à la division B du sous-alinéa i de l'alinéa *d* du paragraphe 25 de l'article 29 des Règles

de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), pour une année d'imposition qui se termine après ce moment, le moindre des montants suivants est réputé être le revenu de la corporation pour l'année que l'on peut raisonnablement attribuer à la production provenant du bien:

i. sa part de la partie du revenu de la société pour l'exercice financier de celle-ci qui se termine dans l'année, que l'on peut raisonnablement attribuer à la production provenant du bien;

ii. le montant qui serait déterminé pour l'année en vertu du sous-paragraphe i, si sa part du revenu de la société pour l'exercice financier de celle-ci qui se termine dans l'année était déterminée en fonction du pourcentage de sa part visé au présent paragraphe.

«**418.27** Les montants qui ne doivent pas être excédés auxquels réfère le paragraphe *d* de l'article 418.26 sont:

a) le montant inclus dans le calcul du revenu de la corporation visée à ce paragraphe pour l'année *y* visée, déterminé avant toute déduction en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) ou des articles 359 à 419.6, que l'on peut raisonnablement attribuer à la production provenant d'un bien minier canadien dont elle était propriétaire immédiatement avant le moment visé à l'article 418.26; et

b) le montant égal à l'excédent de 10% du montant visé au deuxième alinéa de l'article 418.17 pour l'année *y* visée, à l'égard des frais visés au paragraphe *d* de l'article 418.26, sur le montant qui serait, sans l'application du paragraphe *d* de l'article 418.26 et du sous-paragraphe ii du paragraphe *f* de cet article, déterminé en vertu du troisième alinéa de l'article 418.17 pour l'année.

«**418.28** Le montant qui ne doit pas être excédé auquel réfère le paragraphe *e* de l'article 418.26 est le montant égal à la partie du revenu de la cédante pour l'année visée à ce paragraphe, avant toute déduction en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) et des articles 359 à 419.6, que l'on peut raisonnablement attribuer:

a) à la production provenant de biens miniers canadiens dont la cédante était propriétaire immédiatement avant le moment visé à l'article 418.26; et

b) à l'aliénation, dans l'année visée au paragraphe *e* de l'article 418.26, de biens miniers canadiens dont la cédante était propriétaire immédiatement avant le moment visé à l'article 418.26.

« **418.29** Le montant qui ne doit pas être excédé auquel réfère le paragraphe *f* de l'article 418.26 est le montant égal à la partie du revenu de la cédante pour l'année visée à ce paragraphe, avant toute déduction en vertu des articles 359 à 419.6, que l'on peut raisonnablement attribuer :

a) à la production provenant de biens miniers étrangers dont la cédante était propriétaire immédiatement avant le moment visé à l'article 418.26; et

b) à l'aliénation de biens miniers étrangers dont la cédante était propriétaire immédiatement avant le moment visé à l'article 418.26.

« **418.30** Lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'un contribuable qui est une corporation est acquis par une personne ou un groupe de personnes ou qu'un contribuable aliène la totalité ou la quasi-totalité de ses biens miniers canadiens ou de ses biens miniers étrangers et que, avant ce moment, le contribuable ou une société dont il était membre a acquis un bien qui est un bien minier canadien, un bien minier étranger ou un intérêt dans une société et qu'il est raisonnable de considérer que l'un des buts principaux d'une telle acquisition était d'éviter une restriction prévue à l'un des articles 418.16 à 418.21 ou à l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), en ce qui concerne la déduction à l'égard de frais engagés par le contribuable ou une corporation appelée « cessionnaire » dans les paragraphes *e* ou *f* de l'article 418.26, le contribuable ou la société, selon le cas, est réputé ne pas avoir acquis le bien aux fins de l'application, au contribuable ou à son égard, des articles 418.16 à 418.21 et de l'article 86 de cette loi, dans la mesure où l'article 86.4 de ce règlement réfère au paragraphe 25 de l'article 29 de ces règles.

« **418.31** Lorsque, dans une année d'imposition et après le 5 juin 1987, un propriétaire initial de biens miniers canadiens aliène la totalité ou la quasi-totalité de ceux-ci en faveur d'une corporation donnée dans des circonstances donnant lieu à l'application des articles 418.16, 418.18, 418.19 ou 418.21 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), les règles suivantes s'appliquent :

a) les frais canadiens d'exploration et de mise en valeur engagés par le propriétaire initial avant qu'il ait ainsi aliéné les biens sont, aux fins du présent titre, réputés, après l'aliénation, ne pas avoir été engagés par lui, sauf aux fins d'effectuer une déduction pour l'année en vertu des articles 362 ou 367 et de déterminer le montant qui peut être déduit en vertu de l'article 418.16 par la corporation donnée ou par toute autre corporation qui acquiert ultérieurement l'un des biens ;

b) lors du calcul des frais cumulatifs canadiens d'exploration du propriétaire initial à un moment quelconque après le premier moment auquel réfère le deuxième alinéa de l'article 418.18, il doit être déduit l'excédent du montant de ces frais, déterminés immédiatement après l'aliénation, sur le montant qu'il a réclamé pour l'année en vertu des articles 400 ou 401 ;

c) lors du calcul des frais cumulatifs canadiens de mise en valeur du propriétaire initial à un moment quelconque après le moment auquel réfère le sous-paragraphe i du paragraphe a du deuxième alinéa de l'article 418.19, il doit être déduit le montant de ces frais déterminés immédiatement après l'aliénation ;

d) lors du calcul des frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz du propriétaire initial à un moment quelconque après le moment auquel réfère le paragraphe a du deuxième alinéa de l'article 418.21, il doit être déduit le montant de ces frais déterminés immédiatement après l'aliénation ;

e) les frais d'exploration ou de forage, y compris les frais généraux d'études géologiques ou géophysiques, engagés par le propriétaire initial avant le 1^{er} janvier 1972 pour l'exploration ou le forage faits pour du pétrole ou du gaz naturel au Canada et les frais de prospection, d'exploration ou de mise en valeur engagés par le propriétaire initial avant le 1^{er} janvier 1972 dans la recherche de minéraux au Canada sont, aux fins de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), réputés, après l'aliénation, ne pas avoir été engagés par lui, sauf aux fins d'effectuer une déduction en vertu de l'article 86 de cette loi pour l'année et de déterminer le montant qui peut être déduit, par la corporation donnée ou par toute autre corporation qui acquiert ultérieurement l'un des biens, en vertu de cet article 86, dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada).

« **418.32** Lorsque, après le 5 juin 1987, un propriétaire initial de biens miniers étrangers aliène la totalité ou la quasi-totalité de

ceux-ci en faveur d'une corporation donnée dans des circonstances donnant lieu à l'application de l'article 418.17, les frais étrangers d'exploration et de mise en valeur engagés par le propriétaire initial avant qu'il ait ainsi aliéné les biens sont réputés, après l'aliénation, ne pas avoir été engagés par lui, sauf aux fins de déterminer le montant qui peut être déduit en vertu de l'article 418.17 par la corporation donnée ou par toute autre corporation qui acquiert ultérieurement l'un des biens.

« **418.33** Lorsque, dans une année d'imposition et après le 5 juin 1987, un propriétaire antérieur de biens miniers canadiens aliène la totalité ou la quasi-totalité de ceux-ci en faveur d'une corporation dans des circonstances donnant lieu à l'application des articles 418.16, 418.18, 418.19 ou 418.21 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), aux fins de l'application de l'un de ces articles au propriétaire antérieur à l'égard de l'acquisition par lui de l'un de ces biens, celui-ci est réputé, après l'aliénation, n'avoir jamais acquis les biens, sauf aux fins d'effectuer une déduction pour l'année en vertu de l'article 418.16 ou 418.18.

« **418.34** Lorsque, après le 5 juin 1987, un propriétaire antérieur de biens miniers étrangers aliène la totalité ou la quasi-totalité de ceux-ci en faveur d'une corporation dans des circonstances donnant lieu à l'application de l'article 418.17, aux fins de l'application de cet article au propriétaire antérieur à l'égard de l'acquisition par lui de l'un de ces biens, celui-ci est réputé, après l'aliénation, n'avoir jamais acquis les biens.

« **418.35** Lorsque, à un moment quelconque, un bien minier canadien ou un bien minier étranger est acquis par une personne dans des circonstances ne donnant pas lieu à l'application des articles 418.16 à 418.21 ni de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), chaque personne qui était un propriétaire initial ou un propriétaire antérieur du bien en raison du fait qu'elle a aliéné le bien avant ce moment, est réputée, après ce moment, aux fins de l'application de ces articles à la personne qui a acquis le bien ou à toute autre personne qui, après ce moment, acquiert le bien ou à leur égard, ne pas être un propriétaire initial ou un propriétaire antérieur du bien en raison du fait qu'elle a aliéné le bien avant ce moment.

« **418.36** Lorsque, dans une année d'imposition donnée et avant le 6 juin 1987, une personne aliène un bien minier canadien ou un bien minier étranger dans des circonstances donnant lieu à l'application de l'un des articles 418.16 à 418.21 ou de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada), aucune déduction, à l'égard de frais engagés avant l'aliénation du bien, ne peut être effectuée par cette personne en vertu de la présente section, des articles 359 à 359.17, 362 à 418.14 ou 419 à 419.4 ou de l'article 419.6 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition ultérieure à l'année d'imposition donnée. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987. Toutefois, lorsqu'il s'applique à l'égard d'un bien acquis avant le 15 janvier 1987, ou avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque la personne qui a acquis le bien était tenue, le 15 janvier 1987, d'acquérir le bien conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard le 15 janvier 1987, les règles suivantes s'appliquent :

a) le sous-paragraphe iii du paragraphe *a* du troisième alinéa des articles 418.16 et 418.18 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« iii. lorsque le bien donné est un intérêt ou un droit d'extraction de pétrole, de gaz naturel ou de minéraux provenant d'un bien, à la production provenant de ce bien; » ;

b) le sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du troisième alinéa des articles 418.17, 418.19 et 418.21 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« ii. lorsque le bien donné est un intérêt ou un droit d'extraction de pétrole, de gaz naturel ou de minéraux provenant d'un bien, à la production provenant de ce bien; » ;

c) le sous-paragraphe i du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 418.20 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« i. son revenu pour l'année que l'on peut raisonnablement attribuer à la production de minerai, à l'exception du minerai de fer et du minerai de sables asphaltiques, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui du métal brut ou son équivalent, provenant d'un bien

minier à l'égard duquel la personne de qui des biens ont été acquis conformément à l'article 418.19 avait, immédiatement avant l'acquisition visée à cet article, un intérêt ou un droit d'extraction, à la production de minerai de fer, provenant d'un tel bien, traité jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui de la boulette ou son équivalent et aux loyers ou redevances, provenant d'un tel bien, calculés en fonction du volume ou de la valeur de la production de minerai; »;

d) l'article 418.30 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, ne s'applique pas.

50. 1. Les articles 419.7 et 419.8 de cette loi, édictés par l'article 46 du chapitre 18 des lois de 1988, sont remplacés par les suivants :

« **419.7** Lorsqu'une corporation donnée acquiert de quelque façon que ce soit, à un moment quelconque après le 19 juillet 1985, d'une autre personne qui est exonérée de l'impôt prévu en vertu de la présente partie sur son revenu imposable, qui n'est pas une corporation visée à l'article 985 et qui est une corporation de mise en valeur, la totalité ou la quasi-totalité des biens miniers canadiens de cette personne, l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), dans la mesure où l'article 86.4 du Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) (R.R.Q., 1981, chapitre I-4, r. 2) réfère au paragraphe 25 de l'article 29 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) et les articles 418.16 à 418.20 ne s'appliquent pas à cette corporation donnée à l'égard de l'acquisition de ces biens, sauf dans la mesure où ils ont été acquis par elle avant le 1^{er} janvier 1987 conformément à une entente écrite qu'elle a conclue avant le 20 juillet 1985.

« **419.8** Lorsqu'une corporation donnée acquiert de quelque façon que ce soit, à un moment quelconque après le 19 juillet 1985, d'une autre personne qui est exonérée de l'impôt prévu en vertu de la présente partie sur son revenu imposable, la totalité ou la quasi-totalité des biens miniers canadiens de cette personne, l'article 418.21 ne s'applique pas à cette corporation donnée à l'égard de l'acquisition de ces biens, sauf dans la mesure où ils ont été acquis par elle avant le 1^{er} janvier 1987 conformément à une entente écrite qu'elle a conclue avant le 20 juillet 1985. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

51. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant le chapitre III du titre VII du livre III de la partie I, des articles suivants :

« **427.4** Malgré les autres dispositions de la présente partie, lorsque, à un moment quelconque dans le cadre d'une série d'opérations, une personne ou une société, ci-après appelée le « vendeur » dans le présent article, a aliéné un bien pour un produit de l'aliénation qui est inférieur à sa juste valeur marchande, le vendeur est réputé avoir aliéné le bien à ce moment pour un produit de l'aliénation égal à sa juste valeur marchande à ce moment, s'il est raisonnable de considérer que l'un des principaux buts de la série d'opérations était de bénéficier soit d'une déduction dans le calcul du revenu, du revenu imposable, du revenu imposable gagné au Canada ou de l'impôt à payer en vertu de la présente partie, soit de déboursés, de dépenses ou d'autres montants non déduits, auxquels une personne désignée, au sens du deuxième alinéa, a droit à l'égard d'une aliénation subséquente du bien ou d'un bien qui lui est substitué, lorsque l'aliénation subséquente survient dans les trois ans qui suivent ce moment.

Aux fins du premier alinéa, on entend par « personne désignée » :

a) une personne qui n'était pas, autrement qu'en vertu d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, liée au vendeur immédiatement avant que la série d'opérations ne commence ;

b) une société dont ni le vendeur ni une personne qui était, autrement qu'en vertu d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, liée au vendeur immédiatement avant que la série d'opérations ne commence, n'était un associé majoritaire, au sens de l'article 616, immédiatement avant que la série d'opérations ne commence ; ou

c) lorsque le vendeur est une société, une personne qui n'était :

i. ni un associé majoritaire de la société, au sens de l'article 616, immédiatement avant que la série d'opérations ne commence ;

ii. ni une personne qui était, autrement qu'en vertu d'un droit visé au paragraphe *b* de l'article 20, liée à une personne décrite au sous-paragraphe *i* immédiatement avant que la série d'opérations ne commence.

« **427.5** Lorsqu'il y a eu fusion ou unification d'une corporation avec une ou plusieurs autres corporations pour former une entité corporative, ci-après appelée la « nouvelle corporation » dans le présent article, chaque bien de la corporation qui est devenu un bien de la nouvelle corporation par suite de la fusion ou de l'unification est réputé, aux fins de déterminer si l'article 427.4 s'applique à l'égard de la fusion ou de l'unification, avoir été aliéné par la corporation immédiatement avant la fusion ou l'unification pour un produit de l'aliénation égal :

a) à zéro, dans le cas d'un bien minier canadien ou d'un bien minier étranger;

b) au double du coût indiqué du bien pour la corporation immédiatement avant la fusion ou l'unification, dans le cas d'une immobilisation intangible;

c) au coût indiqué du bien pour la corporation immédiatement avant la fusion ou l'unification, dans le cas de tout autre bien. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 427.4 de la Loi sur les impôts, s'applique, sous réserve de l'article 115, à l'égard d'un bien aliéné après le 15 janvier 1987, sauf lorsque la personne ou la société qui aliène le bien après cette date était tenue à cette date de l'aliéner conformément à une convention écrite conclue au plus tard à cette date ou lorsque la personne ou la société a aliéné le bien dans le cadre d'une série d'opérations qui a commencé au plus tard à cette date.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 427.5 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une fusion ou d'une unification qui survient après le 15 janvier 1987.

52. 1. L'article 462.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **462.1** Lorsqu'un particulier a cédé ou prêté un bien directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, sauf par une cession d'une partie d'une pension de retraite effectuée conformément à l'article 64.1 du Régime de pensions du Canada (Statuts du Canada) ou à une disposition semblable d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi ou d'un régime de retraite provincial prescrit, à une personne qui est son conjoint ou qui l'est devenue par la suite ou au bénéfice de cette personne, le revenu ou la perte de cette personne pour une année d'imposition provenant du bien ou de tout bien qui lui a été substitué, qui se rapporte à la période de l'année tout au long de laquelle le particulier réside au Canada et est le conjoint de cette personne, est réputé le revenu ou la perte du particulier pour l'année et non celui de cette personne. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une cession d'un bien effectuée après le 22 mai 1985 et à l'égard d'un prêt non remboursé après le 21 mai 1985. Toutefois, dans le cas d'un prêt non remboursé le 22 mai 1985, l'article 462.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, ne s'applique pas si ce prêt est remboursé avant le 1^{er} janvier 1988 et, si ce prêt n'est pas remboursé avant le 1^{er} janvier 1988, cet article 462.1 ne s'applique pas à l'égard d'un revenu ou d'une perte relativement à une période qui se termine avant le 1^{er} janvier 1988.

53. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 462.12, du suivant :

« **462.12.1** Aux fins de l'article 462.12, l'un des objets principaux d'une cession ou d'un prêt par un particulier à une corporation n'est pas d'avantager, directement ou indirectement, une personne désignée à l'égard du particulier lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a) la seule participation que la personne désignée a dans la corporation est un *beneficial interest* dans des actions de la corporation que détient une fiducie ;

b) selon les termes de l'acte de fiducie, la personne désignée ne peut recevoir ou autrement obtenir la jouissance du revenu ou du capital de la fiducie au cours de la période où elle est une personne désignée à l'égard du particulier ;

c) la personne désignée n'a pas reçu ou autrement obtenu la jouissance du revenu ou du capital de la fiducie et aucune déduction n'a été faite par la fiducie dans le calcul de son revenu en vertu des paragraphes a et b de l'article 657 ou de l'article 657.1 à l'égard des montants payés ou à payer à cette personne ou inclus dans le calcul du revenu de celle-ci, au cours de la période où elle était une personne désignée à l'égard du particulier. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987 mais seulement à l'égard d'une cession ou du prêt d'un bien effectué après le 27 octobre 1986.

54. 1. L'article 462.24 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe a, du suivant :

« a.1) en paiement d'une contribution à un régime de retraite provincial prescrit aux fins du sous-paragraphe i du paragraphe i de l'article 339 en vertu duquel le conjoint du particulier est, immédiatement après la cession, le rentier, au sens de l'article 905.1, ou le propriétaire du compte en vertu du régime, dans la mesure où la contribution ne dépasse pas l'excédent du montant prescrit aux fins du sous-paragraphe ii du paragraphe i de l'article 339 pour l'année à l'égard du régime sur l'ensemble des autres contributions versées au régime pour l'année au compte du conjoint en vertu du régime ; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

55. 1. L'article 485 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe d du paragraphe 3 par le suivant :

«d) l'excédent visé au paragraphe 1 doit, en vertu d'une autre disposition de la présente partie, être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure ou être déduit dans le calcul du coût en capital, pour lui, d'un bien amortissable, du prix de base rajusté, pour lui, d'une immobilisation ou du coût indiqué, pour lui, de tout autre bien; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1983.

56. 1. L'article 536 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«**536.** Lorsqu'une corporation canadienne émet, après le 6 mai 1974, une action d'une catégorie donnée de son capital-actions à un contribuable en échange d'une immobilisation dont il est propriétaire et qui est une action, appelée «action échangée» dans la présente section, d'une catégorie donnée du capital-actions d'une seconde corporation, les règles prévues aux articles 537 à 539 s'appliquent. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une action échangée après le 5 juin 1987, autre qu'une action échangée après cette date conformément :

a) à une entente écrite conclue à cet effet au plus tard à cette date; ou

b) aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une circulaire de sollicitation de procurations, d'une circulaire provisoire de sollicitation de procurations ou d'une déclaration d'enregistrement produit avant le 6 juin 1987 auprès d'un organisme public d'un pays ou d'une subdivision politique de ce pays conformément à la législation sur les valeurs mobilières de ce pays ou de cette subdivision et, lorsque la loi le requiert, approuvé auprès d'un tel organisme public.

57. 1. L'article 539 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**539.** Le coût de l'action échangée, pour la corporation canadienne visée à l'article 536, à un moment donné avant qu'elle ne l'aliène ou au moment de l'aliénation, est réputé être le moindre des montants suivants :

a) la juste valeur marchande, immédiatement avant l'échange, de l'action échangée;

b) le capital versé, immédiatement avant l'échange, de l'action échangée. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une action échangée après le 17 février 1987, autre qu'une action échangée après cette date conformément :

a) à une entente écrite conclue à cet effet au plus tard à cette date; ou

b) aux termes d'un prospectus définitif, d'un prospectus provisoire, d'une circulaire de sollicitation de procurations, d'une déclaration provisoire de sollicitation de procurations ou d'une déclaration d'enregistrement produit avant le 18 février 1987 auprès d'un organisme public d'un pays ou d'une subdivision politique de ce pays conformément à la législation sur les valeurs mobilières de ce pays ou de cette subdivision et, lorsque la loi le requiert, approuvé auprès d'un tel organisme public.

58. 1. L'article 544 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

«4. Lorsqu'il y a fusion de corporations visées au paragraphe 3, la nouvelle corporation est réputée, aux fins des articles 85 à 91 et 95 à 98 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), des articles 332.1, 332.2, 359.1 à 359.17, 362 à 418.36 et 419.1 à 419.4 et de l'article 419.6, être la même corporation que chaque corporation remplacée et la continuer. Toutefois, le présent paragraphe n'affecte en rien la détermination de l'exercice financier, du revenu imposable et de l'impôt à payer d'une corporation remplacée. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987 relativement à une fusion qui est survenue après le 31 décembre 1982 et à une fusion qui est survenue après le 14 décembre 1975 et avant le 1^{er} janvier 1983 lorsque, dans ce dernier cas, un choix a été fait en vertu de l'article 544 de la Loi sur les impôts, tel qu'il se lisait au moment où la fusion est survenue. Toutefois, lorsque le paragraphe 4 de l'article 544 de cette loi, qu'il édicte, réfère :

a) aux articles 359.1 à 359.17 de cette loi, il s'applique à une fusion qui survient après le 28 février 1986;

b) à l'article 419.6 de cette loi, il s'applique à une fusion qui survient après l'année d'imposition 1984; et

c) aux articles 419.1 à 419.4 de cette loi, il s'applique à une fusion qui survient après le 16 mars 1983.

59. 1. L'article 545 de cette loi, modifié par l'article 71 du chapitre 5 des lois de 1989, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 4, du suivant :

« 5. Aux fins des articles 741 à 744.3 :

a) un dividende imposable reçu sur une action qui était admissible en déduction dans le calcul du revenu imposable de la corporation remplacée pour une année d'imposition, en vertu des articles 738 à 745 ou de l'article 845, est réputé être un dividende imposable reçu sur l'action par la nouvelle corporation et admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu des articles 738 à 745 ou de l'article 845, selon de cas ;

b) un dividende en capital ou un dividende en capital d'assurance sur la vie reçu sur une action par la corporation remplacée est réputé être, selon le cas, un dividende en capital ou un dividende en capital d'assurance sur la vie reçu sur l'action par la nouvelle corporation. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une fusion qui survient après le 5 juin 1987.

60. 1. L'article 547.1 de cette loi, modifié par l'article 38 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **547.1** Aux fins de déterminer soit la perte autre qu'une perte en capital, la perte nette en capital, la perte agricole restreinte, la perte agricole ou la perte comme membre à responsabilité limitée à l'égard d'une société, selon le cas, de la nouvelle corporation pour une année d'imposition quelconque, soit la mesure dans laquelle les articles 734 à 736.0.4 et le paragraphe d de l'article 999.1 ont pour effet de limiter la déduction par la nouvelle corporation d'une telle perte, la nouvelle corporation est réputée continuer l'existence corporative de toute corporation remplacée. ».

2. Le présent article s'applique à une fusion qui survient après le 5 juin 1987.

61. 1. L'article 556 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **556.** Malgré toute autre disposition de la présente partie, autre que l'article 427.4, les règles prévues au présent chapitre s'appliquent à la liquidation, après le 6 mai 1974, d'une corporation canadienne imposable dont, immédiatement avant la liquidation, au moins 90% des actions émises de chaque catégorie du capital-actions appartenaient à une autre corporation canadienne imposable et le

solde de ces actions à des personnes qui n'avaient pas de lien de dépendance avec cette autre corporation. ».

2. Le présent article a effet depuis le 16 janvier 1987.

62. 1. L'article 557 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **557.** Un bien, autre qu'un intérêt dans une société, qui est attribué à la corporation-mère par une filiale lors de la liquidation est réputé avoir été aliéné par cette dernière pour un produit égal au coût indiqué, pour elle, du bien immédiatement avant la liquidation ou au double de ce coût, pour elle, au même moment, dans le cas d'une immobilisation intangible. » ;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Chaque intérêt de la filiale dans une société qui est attribué à la corporation-mère lors de la liquidation est réputé ne pas avoir été aliéné par la filiale. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 15 janvier 1987.

63. 1. L'article 559 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **559.** Malgré le renvoi de l'article 564 à l'article 546, le coût pour la corporation-mère, de chaque bien de la filiale qui lui est attribué lors de la liquidation est réputé être égal, dans le cas d'un bien qui est un intérêt dans une société, au montant qui, en l'absence du présent article, serait le coût du bien pour la corporation-mère et, dans tout autre cas, au montant qui est réputé en vertu de l'article 557 être le produit de l'aliénation du bien, auquel on ajoute le montant déterminé au deuxième alinéa dans le cas d'un bien qui est une immobilisation, qui n'est pas un bien amortissable, dont la filiale était propriétaire au moment où la corporation-mère a acquis pour la dernière fois, autrement que par suite d'une fusion, le contrôle de la filiale et par la suite sans interruption jusqu'au moment de son attribution à la corporation-mère lors de la liquidation.

Le montant auquel réfère le premier alinéa à l'égard de chaque bien qui est une immobilisation qui n'est pas un bien amortissable ni un bien qui a été transféré dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements à laquelle les articles 308.1 et 308.2 s'appliqueraient si ce n'était de l'article 308.3, dont la filiale était propriétaire au moment où la corporation-mère a acquis pour la dernière fois, autrement que

par suite d'une fusion, le contrôle de la filiale et par la suite sans interruption jusqu'au moment de son attribution à la corporation-mère lors de la liquidation, est égal à la partie, déterminée conformément à l'article 560 à l'égard de cette immobilisation, de l'excédent de l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe *b* de l'article 558 sur l'ensemble : ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 15 janvier 1987.

64. 1. L'article 564.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **564.1** Aux fins des articles 741 à 744.3, lorsque la corporation-mère acquiert en raison d'une liquidation décrite à l'article 556 une action dont la filiale était propriétaire :

a) un dividende imposable reçu par la filiale sur cette action et qui était admissible en déduction dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition en vertu des articles 738 à 745 ou de l'article 845 est réputé être un tel dividende reçu par la corporation-mère et admissible en déduction dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition en vertu desdits articles 738 à 745 ou de l'article 845, selon le cas ;

b) un dividende en capital ou un dividende en capital d'assurance sur la vie reçu sur une action par la filiale est réputé être un dividende en capital ou un dividende en capital d'assurance sur la vie, selon le cas, reçu sur l'action par la corporation-mère. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 5 juin 1987.

65. 1. Les articles 564.4.1 et 564.4.2 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **564.4.1** Lorsque l'article 564.2 s'applique et que, à un moment quelconque, le contrôle de la corporation-mère ou de la filiale a été acquis par une personne ou un groupe de personnes, aucun montant à titre de perte autre qu'une perte en capital ou de perte agricole de la filiale subie dans une année d'imposition qui se termine avant ce moment n'est déductible dans le calcul du revenu imposable de la corporation-mère pour une année d'imposition donnée qui se termine après ce moment, à l'exception de la partie de la perte autre qu'une perte en capital ou de la perte agricole de la filiale subie dans l'exploitation d'une entreprise, seulement si la corporation-mère ou la filiale a exploité cette entreprise tout au long de l'année donnée en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit

et seulement jusqu'à concurrence du montant calculé en vertu de l'article 564.4.2.

« **564.4.2** Le montant auquel réfère l'article 564.4.1 est égal à l'ensemble du revenu de la corporation-mère pour l'année donnée provenant de l'entreprise visée à cet article et, lorsque des biens ont été vendus, loués ou mis en valeur ou que des services ont été rendus dans l'exploitation de cette entreprise avant le moment visé à cet article, de toute autre entreprise dont presque tous les revenus proviennent de la vente, de la location ou de la mise en valeur, selon le cas, de biens semblables ou de la prestation de services semblables. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquérir le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date.

66. 1. L'article 565.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **565.1** Aux fins de l'application des articles 85 à 91, 97 et 98 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), des articles 332.1, 332.2, 359.1 à 359.17, 362 à 418.36 et 419.1 à 419.4 et de l'article 419.6, lorsque les règles prévues aux articles 556 à 564.1 et 565 s'appliquent à la liquidation d'une filiale, la corporation-mère est réputée être la même corporation que la filiale et la continuer. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987 relativement à une liquidation qui commence après le 31 décembre 1982. Toutefois, lorsque l'article 565.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, réfère aux articles 359.1 à 359.17 de cette loi, il s'applique à une liquidation qui commence après le 28 février 1986 et lorsque cet article 565.1 réfère à l'article 419.6 de cette loi, il s'applique à une liquidation qui commence après l'année d'imposition 1984.

67. 1. L'article 600 de cette loi, modifié par l'article 73 du chapitre 5 des lois de 1989, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) dans le calcul de chaque revenu ou perte de la société pour une année d'imposition, il ne faut pas tenir compte des paragraphes *d*

et *e* de l'article 330 et de l'article 418.12, et aucune déduction n'est admissible en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), du premier alinéa de l'article 360 ou des articles 362 à 418.14;».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 17 février 1987.

68. 1. L'article 616 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**616.** Aux fins de l'article 615, un contribuable est réputé être un associé majoritaire d'une société à un moment quelconque lorsque:

a) soit l'ensemble de sa part, de celle de son conjoint et de celle d'une personne ou d'un groupe de personnes qui contrôle le contribuable de quelque manière que ce soit ou qui est ainsi contrôlé par lui, dans le revenu de la société provenant d'une source quelconque pour l'exercice financier de la société qui comprend ce moment, excède la moitié de ce revenu;

b) soit l'ensemble de sa part et de celles des personnes et du groupe de personnes visés au paragraphe *a*, dans le montant total qui serait versé à tous les membres de la société si elle était dissoute à ce moment, autrement qu'à titre de part dans un revenu de la société, excède la moitié de ce montant total. ».

2. Le présent article a effet depuis le 16 janvier 1987.

69. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 638, du suivant:

«**638.0.1** Lorsque, par suite d'une fusion ou d'une unification, un intérêt dans une société dont une corporation remplacée était propriétaire est devenu un bien de la nouvelle corporation issue de la fusion ou de l'unification et que la corporation remplacée n'était pas liée à la nouvelle corporation, la corporation remplacée est réputée avoir aliéné l'intérêt dans la société en faveur de la nouvelle corporation immédiatement avant la fusion ou l'unification pour un produit de l'aliénation égal au prix de base rajusté pour la corporation remplacée de l'intérêt dans la société au moment de l'aliénation et la nouvelle corporation est réputée l'avoir acquis de la corporation remplacée immédiatement après ce moment pour un coût égal au produit de l'aliénation. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une fusion ou d'une unification qui survient après le 15 janvier 1987.

70. 1. L'article 647 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Aux fins des articles 653 à 656.1, 659 à 662, 665 et 683 à 692 et du paragraphe *b* de l'article 657, une fiducie ne comprend pas une fiducie d'investissement à participation unitaire, une fiducie pour employés, une fiducie de fonds réservé visée à l'article 851.2, une fiducie visée à l'article 851.25, une fiducie de convention de retraite au sens du paragraphe *c* de l'article 890.1, une fiducie visée au paragraphe *c.4* de l'article 998 ni une fiducie régie par un régime enregistré de retraite, un régime d'intéressement, un régime enregistré de prestations supplémentaires de chômage, un régime enregistré d'épargne-retraite, un régime d'intéressement différé, un régime enregistré d'épargne-études, un régime enregistré d'épargne-logement, un régime de prestations aux employés ou un fonds enregistré de revenu de retraite. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986. Toutefois, lorsque le troisième alinéa de l'article 647 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, réfère à une fiducie visée au paragraphe *c.4* de l'article 998 de cette loi, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

71. 1. L'article 683 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants :

« *a*) une participation au revenu d'un contribuable dans une fiducie signifie un droit immédiat ou futur, conditionnel ou non, du contribuable, à titre de bénéficiaire d'une fiducie visée au sous-paragraphe *i* du paragraphe *b*, dans la totalité ou une partie du revenu de la fiducie, ou un tel droit de recevoir la totalité ou une partie de ce revenu ;

« *b*) une participation au capital d'un contribuable dans une fiducie signifie :

i. dans le cas d'une fiducie testamentaire ou d'une fiducie dans laquelle aucun *beneficial interest* n'a été acquis pour une contrepartie à payer directement ou indirectement à la fiducie ou à une personne qui a fait une contribution à la fiducie au moyen d'un transfert, d'une cession ou d'une autre aliénation de biens, un droit immédiat ou futur, conditionnel ou non, du contribuable, à titre de bénéficiaire de la fiducie, dans la totalité ou une partie du capital de la fiducie, ou un tel droit de recevoir la totalité ou une partie de ce capital ;

ii. dans tout autre cas, un droit du contribuable à titre de bénéficiaire de la fiducie. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une participation créée ou modifiée après le 31 janvier 1987 et acquise après 22 heures, heure normale de l'Est, le 6 février 1987.

72. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 690, du suivant :

« **690.0.1** Malgré les autres dispositions de la présente partie, lorsqu'une personne ou une société, ci-après appelée le « vendeur » dans le présent article, a aliéné un bien et qu'elle aurait subi, en l'absence du présent article, une perte provenant de l'aliénation du bien, la perte du vendeur, déterminée par ailleurs à l'égard de cette aliénation, doit être réduite de la partie de cette perte que l'on peut raisonnablement considérer comme s'étant accumulée au cours d'une période dans laquelle les conditions suivantes sont remplies :

a) une fiducie était propriétaire du bien ou d'un bien auquel il a été substitué ;

b) ni le vendeur, ni une personne liée au vendeur, ni une société dont le vendeur ou une personne liée au vendeur était un associé majoritaire, au sens de l'article 616, n'avait une participation au capital de la fiducie. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à l'égard d'un bien attribué à un bénéficiaire d'une fiducie en règlement de la totalité ou d'une partie d'une participation au capital de la fiducie acquise par le bénéficiaire après le 15 janvier 1987, sauf lorsque le bénéficiaire qui acquiert la participation était tenu à cette date d'acquiescer celle-ci conformément à une entente écrite conclue au plus tard à cette date.

73. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 690.2, du suivant :

« **690.3** Malgré les articles 686, 689 et 692 et les paragraphes *a* à *c* de l'article 688, lorsque la fiducie visée à cet article 688 est une fiducie régie par une convention de retraite, les règles suivantes s'appliquent :

a) la fiducie est réputée aliéner le bien visé à cet article 688 et en recevoir un produit de l'aliénation égal à sa juste valeur marchande au moment donné visé à cet article ;

b) la fiducie est réputée verser et attribuer au contribuable un montant égal au produit déterminé au paragraphe *a* à l'égard du bien ;

c) le contribuable est réputé acquérir ce bien à un coût égal au produit déterminé au paragraphe *a* à son égard;

d) le contribuable est réputé aliéner la totalité ou la partie, selon le cas, de sa participation au capital de la fiducie pour un produit de l'aliénation égal au prix de base rajusté pour lui de cette totalité ou de cette partie immédiatement avant le moment donné. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

74. 1. L'article 725.6 de cette loi, modifié par l'article 52 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) le montant de l'avantage qui serait réputé avoir été reçu par le particulier dans l'année en vertu des articles 487.1 à 487.6 si ces articles ne s'appliquaient qu'à l'égard du prêt à la réinstallation; »;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe *b* qui précède le sous-paragraphe i par ce qui suit:

« *b*) l'intérêt pour l'année qui serait calculé selon le taux prescrit visé à l'article 487.2 à l'égard du prêt à la réinstallation s'il s'agissait d'un prêt de 25 000 \$ échéant au premier en date des jours suivants: ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1985.

75. 1. L'article 726.4.18 de cette loi, édicté par l'article 86 du chapitre 5 des lois de 1989, est modifié par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe *c* du premier alinéa par le suivant:

« ii. soit une action qui est une action admissible visée au sous-paragraphe ii du paragraphe *b*, qui est émise après le 12 mai 1988 en faveur d'une personne par un émetteur visé au sous-paragraphe ii du paragraphe *e*, dans le cadre d'une entente écrite, conclue après cette date entre cet émetteur et une corporation désignée visée au sous-paragraphe iii du paragraphe *d* ou qui y sera visée au moment où l'émetteur y effectuera, à même la contrepartie reçue pour l'action, un placement admissible, en vertu de laquelle entente cette corporation désignée s'engage, premièrement, à faire des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental effectués au Québec, pour un montant qui excède 50% de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur, pendant la période qui commence le jour où l'émetteur effectue un placement admissible dans la corporation désignée à même la contrepartie reçue

pour l'action et qui se termine à une date qui doit être stipulée par l'émetteur dans l'entente et, deuxièmement, à renoncer, conformément à l'article 726.4.27, à l'égard de l'action émise par l'émetteur, sur un formulaire prescrit, à la totalité ou à une partie du montant que cette corporation désignée sera réputée avoir payé en vertu des articles 1029.7, 1029.8.6 ou 1029.8.10 à l'égard des dépenses ainsi faites, dans la mesure où de telles dépenses n'excèdent pas la contrepartie reçue pour l'action par cet émetteur;».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

76. 1. L'article 726.4.22 de cette loi, édicté par l'article 86 du chapitre 5 des lois de 1989, est remplacé par le suivant :

« **726.4.22** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée aux sous-paragraphes i ou ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas, la corporation désignée y visée a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, la corporation désignée peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, au montant obtenu en multipliant par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, l'excédent de la totalité ou d'une partie du montant qu'elle est réputée avoir payé, en vertu de l'article 1029.7, à l'égard de telles dépenses faites par elle pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels elle a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée peut renoncer à un montant, à l'égard d'une action, en vertu du premier alinéa, ne peut dépasser le moindre :

a) de l'excédent de la partie, que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçue par la corporation désignée, de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.24 ou 726.4.26 au plus tard le jour où la renonciation est faite; ou

b) de l'excédent de 200% de la partie visée au paragraphe a à l'égard de l'action sur l'ensemble du total des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.24 ou

726.4.26 au plus tard le jour où la renonciation est faite et du montant obtenu en multipliant par la proportion représentée par le rapport entre, d'une part, la partie, que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçue par la corporation désignée, de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur et, d'autre part, cette contrepartie :

i. le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe *g* de l'article 965.1, lorsqu'il s'agit d'une action admissible visée au sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 726.4.18;

ii. la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1);

iii. 125 % de la contrepartie reçue par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.1 ou 4.2 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;

iv. 150 % de la contrepartie reçue par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.3 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

77. 1. L'article 726.4.24 de cette loi, édicté par l'article 86 du chapitre 5 des lois de 1989, est remplacé par le suivant :

« **726.4.24** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée aux sous-paragraphe *i* ou *ii* du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas, la corporation désignée y visée a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, la corporation désignée peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, au montant obtenu en multipliant par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, l'excédent de la totalité ou d'une partie du montant qu'elle est réputée avoir payé, en vertu de l'article 1029.8.6, à l'égard de telles dépenses faites par elle pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels elle a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée peut renoncer à un montant, à l'égard d'une action, en vertu du premier alinéa ne peut dépasser le moindre :

a) de l'excédent de la partie, que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçue par la corporation désignée, de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.22 ou 726.4.26 au plus tard le jour où la renonciation est faite; ou

b) de l'excédent de 200% de la partie visée au paragraphe a) à l'égard de l'action sur l'ensemble du total des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.22 ou 726.4.26 au plus tard le jour où la renonciation est faite et du montant obtenu en multipliant par la proportion représentée par le rapport entre, d'une part, la partie, que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçue par la corporation désignée, de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur et, d'autre part, cette contrepartie :

i. le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe g de l'article 965.1, lorsqu'il s'agit d'une action admissible visée au sous-paragraphe i du paragraphe b du premier alinéa de l'article 726.4.18;

ii. la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1);

iii. 125% de la contrepartie reçue par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.1 ou 4.2 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;

iv. 150% de la contrepartie reçue par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.3 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

78. 1. L'article 726.4.26 de cette loi, édicté par l'article 86 du chapitre 5 des lois de 1989, est remplacé par le suivant :

« **726.4.26** Lorsqu'une personne a donné une contrepartie à un émetteur pour l'émission d'une action de recherche et développement de celui-ci et que, pendant la période visée aux sous-paragraphe i ou ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 726.4.18, selon le cas, la corporation désignée y visée a fait des dépenses pour des recherches scientifiques et du développement expérimental, la corporation

désignée peut, conformément à l'article 726.4.27, renoncer, à l'égard de l'action, au montant obtenu en multipliant par la proportion déterminée à l'article 726.4.30, l'excédent de la totalité ou d'une partie du montant qu'elle est réputée avoir payé, en vertu de l'article 1029.8.10, à l'égard de telles dépenses faites par celle-ci pendant cette période et au plus tard le jour où la renonciation est faite, sur l'ensemble des montants auxquels elle a renoncé par ailleurs en vertu du présent article à l'égard de ces dépenses au plus tard le jour où la renonciation est faite.

Toutefois, le montant des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée peut renoncer à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du premier alinéa, ne peut dépasser le moindre :

a) de l'excédent de la partie, que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçue par la corporation désignée, de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur sur l'ensemble des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.22 ou 726.4.24 au plus tard le jour où la renonciation est faite; ou

b) de l'excédent de 200% de la partie visée au paragraphe *a* à l'égard de l'action sur l'ensemble du total des dépenses à l'égard desquelles la corporation désignée a renoncé à un montant, à l'égard de l'action, en vertu du présent article ou des articles 726.4.22 ou 726.4.24 au plus tard le jour où la renonciation est faite et du montant obtenu en multipliant par la proportion représentée par le rapport entre, d'une part, la partie, que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçue par la corporation désignée, de la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur et, d'autre part, cette contrepartie :

i. le coût rajusté de cette action, au sens du paragraphe *g* de l'article 965.1, lorsqu'il s'agit d'une action admissible visée au sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 726.4.18;

ii. la contrepartie reçue pour l'action par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1);

iii. 125% de la contrepartie reçue par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.1 ou 4.2 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;

iv. 150% de la contrepartie reçue par l'émetteur, lorsqu'il s'agit d'une action émise par une société visée à l'article 4.3 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 mai 1988.

79. 1. L'article 730 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Toutefois, lorsque le contribuable est une corporation dont le contrôle a été acquis par une personne ou un groupe de personnes avant la fin de l'année et après la fin de la septième année d'imposition précédente du contribuable, le montant déterminé au paragraphe *b* du premier alinéa à l'égard du contribuable pour l'année est réputé être nul. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

80. 1. Les articles 736 à 736.0.2 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **736.** Malgré l'article 729, lorsque, à un moment quelconque, appelé « ce moment » dans le présent article, le contrôle d'une corporation a été acquis par une personne ou un groupe de personnes, les règles suivantes s'appliquent :

a) aucun montant à titre de perte nette en capital pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment n'est déductible dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour une année d'imposition qui se termine après ce moment ;

b) aucun montant à titre de perte nette en capital pour une année d'imposition qui se termine après ce moment n'est déductible dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment.

De plus, lorsque, à ce moment, la corporation n'est pas devenue exonérée d'impôt sur son revenu imposable en vertu de la présente partie ni n'a cessé d'être ainsi exonérée, les règles suivantes s'appliquent :

a) il doit être déduit dans le calcul du prix de base rajusté pour la corporation, à ce moment et après ce moment, de chaque immobilisation, autre qu'un bien amortissable, dont la corporation était propriétaire immédiatement avant ce moment, un montant égal

à l'excédent du prix de base rajusté de l'immobilisation pour la corporation immédiatement avant ce moment sur sa juste valeur marchande immédiatement avant ce moment;

b) chaque montant, qui doit en vertu du paragraphe *a* être déduit dans le calcul du prix de base rajusté d'un bien pour la corporation, est réputé être une perte en capital de la corporation, provenant de l'aliénation du bien, pour l'année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment;

c) la corporation est réputée avoir aliéné, immédiatement avant le moment qui est immédiatement avant ce moment, chaque immobilisation dont elle était propriétaire immédiatement avant ce moment, autre qu'un bien à l'égard duquel un montant devrait, en l'absence du présent paragraphe, être déduit dans le calcul de son prix de base rajusté pour la corporation en vertu du paragraphe *a*, qu'elle désigne dans sa déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment ou sur un formulaire prescrit produit au ministre au plus tard le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date d'expédition par la poste de l'avis de cotisation d'impôt à payer pour l'année ou de l'avis à l'effet qu'aucun impôt n'est à payer pour l'année, pour un produit de l'aliénation égal au plus élevé soit du prix de base rajusté de l'immobilisation pour la corporation immédiatement avant ce moment, soit du moindre de la juste valeur marchande de l'immobilisation immédiatement avant ce moment ou du montant que la corporation désigne à l'égard de l'immobilisation et, elle est réputée avoir acquis de nouveau à ce moment l'immobilisation à un coût égal à ce produit de l'aliénation;

d) aux fins du paragraphe *b* de l'article 570, chaque montant qui, en vertu du paragraphe *b* ou *c*, est une perte en capital ou un gain en capital de la corporation provenant de l'aliénation d'un bien, pour l'année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment, est réputé être une perte en capital ou un gain en capital, selon le cas, de la corporation provenant de l'aliénation du bien immédiatement avant le moment où la corporation serait réputée, en vertu du paragraphe *c*, avoir aliéné une immobilisation à laquelle ce paragraphe serait applicable.

« **736.0.1** Lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation a été acquis par une personne ou un groupe de personnes, aucun montant à titre de perte autre qu'une perte en capital ou de perte agricole pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment n'est déductible par la corporation pour une année d'imposition qui se termine après ce moment.

Toutefois, la corporation peut déduire, pour une année d'imposition donnée qui se termine après ce moment, la partie d'une perte autre qu'une perte en capital ou d'une perte agricole, selon le cas, subie dans une année d'imposition qui se termine avant ce moment et que l'on peut raisonnablement considérer comme étant sa perte subie dans l'exploitation d'une entreprise, si les conditions suivantes sont remplies :

a) la corporation a exploité cette entreprise tout au long de l'année donnée en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit ;

b) le montant qu'elle peut déduire ne doit pas excéder l'ensemble de son revenu pour l'année donnée provenant de l'exploitation de cette entreprise et, lorsqu'elle a vendu, loué ou mis en valeur des biens ou rendu des services dans l'exploitation de cette entreprise avant ce moment, de toute autre entreprise dont presque tous les revenus proviennent de la vente, de la location ou de la mise en valeur, selon le cas, de biens semblables ou de la prestation de services semblables.

« **736.0.1.1** Lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation a été acquis par une personne ou un groupe de personnes, aucun montant à titre de perte autre qu'une perte en capital ou de perte agricole pour une année d'imposition qui se termine après ce moment n'est déductible par la corporation pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment.

Toutefois, la corporation peut déduire, pour une année d'imposition donnée qui se termine avant ce moment, la partie d'une perte autre qu'une perte en capital ou d'une perte agricole, selon le cas, subie dans une année d'imposition qui se termine après ce moment et que l'on peut raisonnablement considérer comme étant sa perte subie dans l'exploitation d'une entreprise, si les conditions suivantes sont remplies :

a) la corporation a exploité cette entreprise tout au long de l'année d'imposition et dans l'année donnée en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit ;

b) le montant qu'elle peut déduire ne doit pas excéder son revenu pour l'année donnée provenant de l'exploitation de cette entreprise et, lorsqu'elle a vendu, loué ou mis en valeur des biens ou rendu des services dans l'exploitation de cette entreprise avant ce moment, de toute autre entreprise dont presque tous les revenus proviennent de la vente, de la location ou de la mise en valeur, selon le cas, de biens semblables ou de la prestation de services semblables.

« **736.0.2** Lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation, autre qu'une corporation qui à ce moment est devenue exonérée d'impôt sur son revenu imposable en vertu de la présente partie ou a cessé d'être ainsi exonérée, a été acquis par une personne ou un groupe de personnes, les règles suivantes s'appliquent :

a) lorsque la partie non amortie du coût en capital pour la corporation des biens amortissables d'une catégorie prescrite immédiatement avant ce moment excéderait, si la présente partie était lue sans l'article 93.4, l'ensemble de la juste valeur marchande de l'ensemble des biens de cette catégorie immédiatement avant ce moment et du montant accordé par ailleurs en déduction à l'égard des biens de cette catégorie en vertu des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou déductible en vertu du deuxième alinéa de l'article 130.1 dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment, cet excédent doit être déduit dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment et est réputé avoir été accordé en déduction à la corporation à l'égard des biens de cette catégorie en vertu des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ;

b) lorsque, immédiatement avant ce moment, la partie admise des immobilisations intangibles de la corporation relatives à une entreprise excédait l'ensemble de 50% de la juste valeur marchande de l'ensemble des immobilisations intangibles relatives à l'entreprise et du montant déduit par ailleurs en vertu du paragraphe *b* de l'article 130 dans le calcul du revenu de la corporation provenant de l'entreprise pour l'année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment, cet excédent doit être déduit en vertu du paragraphe *b* de l'article 130 dans le calcul du revenu de la corporation provenant de l'entreprise pour l'année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquérir le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date.

81. 1. L'article 736.0.3 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier

1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquiescer le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date.

82. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 736.0.4, du suivant :

« **736.0.3.1** Lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation, autre qu'une corporation qui à ce moment est devenue exonérée d'impôt sur son revenu imposable en vertu de la présente partie ou a cessé d'être ainsi exonérée, a été acquis par une personne ou un groupe de personnes, aucun montant ne peut être déduit en vertu de l'article 140 dans le calcul du revenu de la corporation pour son année d'imposition qui se termine immédiatement avant ce moment et chaque montant qui est le montant le plus élevé qui aurait, en l'absence du présent article et des articles 191, 210, 211 et 213, été déductible en vertu de l'article 140 à l'égard d'une créance dont la corporation était propriétaire immédiatement avant ce moment, est réputé être une créance distincte et doit, malgré toute autre disposition de la présente partie, être déduit à titre de mauvaise créance en vertu de l'article 141 dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année.

De plus, l'excédent du montant de la créance sur celui de la créance distincte est réputé être une créance distincte née au même moment que la créance et dans les mêmes circonstances que celle-ci. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquiescer le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date.

83. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 736.0.4, du suivant :

« **736.0.5** Lorsque le contrôle d'une corporation a été acquis par une personne ou un groupe de personnes et que l'on peut raisonnablement considérer que la principale raison de l'acquisition du contrôle était de rendre applicable à cette acquisition le paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 736 ou l'article 736.0.2 ou 736.0.3.1, les dispositions suivantes ne doivent pas s'appliquer à cette acquisition :

a) ce paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 736, ces articles 736.0.2 et 736.0.3.1 et le paragraphe *c* du deuxième alinéa de l'article 736;

b) lorsque, sans le paragraphe *a*, ce paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 736 s'appliquerait, le paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 736. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquérir le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date.

84. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 740.4, des suivants:

« **740.5** Aucune déduction ne peut être faite en vertu des articles 738, 740 ou 845, dans le calcul du revenu imposable d'une corporation donnée, à l'égard d'un dividende reçu sur une action du capital-actions d'une autre corporation, appelée « l'action donnée » dans le présent article, autre qu'une action exclue:

a) soit lorsqu'une personne ou une société est tenue, de quelque façon que ce soit, d'exécuter un engagement, y compris au moyen d'une entente ou d'un engagement en vue de l'achat ou du rachat de l'action donnée, en vertu duquel un investisseur a un droit immédiat ou futur de recevoir ou d'obtenir un montant ou un avantage dans le but de réduire ou de supprimer l'effet d'une perte qu'un investisseur peut subir en raison de la propriété, de la possession ou de l'aliénation de l'action donnée, et qu'un bien sert, en totalité ou en partie, directement ou indirectement et de quelque manière que ce soit, à garantir l'exécution de cet engagement;

b) soit lorsque l'engagement ou le droit visé aux sous-paragraphe i ou ii qui a été acquis par l'émetteur fait partie d'une opération ou d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements qui comprend l'émission ou l'acquisition de l'action donnée, ou une action à laquelle l'action donnée a été substituée, et que la contrepartie pour l'émission de l'action donnée ou un autre bien reçu par l'émetteur, directement ou indirectement, d'un investisseur, ou un bien qui y a été substitué, est ou comprend:

i. soit un engagement d'un investisseur d'effectuer des versements qui doivent être inclus, en totalité ou en partie, dans le

calcul du revenu de l'émetteur, autre qu'un engagement d'une corporation qui, immédiatement avant l'émission de l'action donnée, serait liée à la corporation qui a émis l'action donnée si l'on ne tenait pas compte du paragraphe *b* de l'article 20;

ii. soit un droit de recevoir des paiements qui doivent être inclus, en totalité ou en partie, dans le calcul du revenu de l'émetteur lorsque ce droit est détenu à la condition que ce droit ou un bien qui lui a été substitué puisse revenir ou passer à un investisseur ou à une personne ou une société qu'un investisseur désigne.

« **740.6** L'article 740.5 ne s'applique à l'égard d'un dividende reçu sur une action que lorsque, compte tenu de toutes les circonstances, il peut être raisonnable de considérer que l'action a été émise ou acquise dans le cadre d'une opération ou d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements qui ont permis à une corporation de réaliser un revenu de placements ou un revenu y substitué et que par la suite le montant de l'impôt à payer par elle en vertu de la présente partie pour une année d'imposition est inférieur au montant de l'impôt qui serait à payer pour l'année en vertu de cette partie si un tel revenu de placements constituait le seul revenu de la corporation pour l'année et pour toutes les autres années d'imposition.

« **740.7** Aux fins de l'article 740.5 et du présent article, l'expression:

a) « action exclue » signifie:

i. soit une action prescrite;

ii. soit une action du capital-actions d'une corporation émise avant 17 heures, heure normale de l'Est, le 27 novembre 1986, autre qu'une action détenue à ce moment par l'émetteur ou par une personne ou une société lorsque l'émetteur peut devenir en droit de recevoir un montant à l'égard de cette action après ce moment, par voie d'un produit d'une souscription ou d'un apport de capital, conformément à une convention intervenue avant ce moment;

b) « émetteur » signifie l'autre corporation visée à l'article 740.5, une personne avec laquelle cette corporation a un lien de dépendance ou une société ou une fiducie dont la corporation, ou une personne avec laquelle cette corporation a un lien de dépendance, est membre ou bénéficiaire, mais n'inclut pas la corporation donnée visée à cet article;

c) « investisseur » signifie la corporation donnée visée à l'article 740.5, une personne avec laquelle cette corporation a un lien de dépendance ou une société ou une fiducie dont la corporation, ou une personne avec laquelle cette corporation a un lien de dépendance, est

membre ou bénéficiaire, mais n'inclut pas l'autre corporation visée à cet article.

« **740.8** Aux fins de la définition de l'expression « action exclue » prévue au paragraphe *a* de l'article 740.7, lorsque, à un moment quelconque, après 17 heures, heure normale de l'Est, le 27 novembre 1986, les modalités d'une action du capital-actions d'une corporation ont été modifiées et qu'une convention à l'égard de l'action a été modifiée ou conclue par la corporation, l'action est réputée avoir été émise à ce moment.

« **740.9** Aux fins du paragraphe *a* de l'article 740.5, une perte qu'un investisseur peut subir en raison de la propriété, de la possession ou de l'aliénation de l'action donnée visée à ce paragraphe, est réputée comprendre toute perte à l'égard d'un titre ou d'une action émis ou acquis dans le cadre d'une opération ou d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements qui comprennent l'émission ou l'acquisition de l'action donnée ou une action à laquelle l'action donnée a été substituée.

« **740.10** Aux fins du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de l'article 740.5, lorsque l'on peut raisonnablement considérer, compte tenu de toutes les circonstances, qu'une corporation est devenue liée à une autre corporation dans le but de se soustraire à une restriction relative à la déduction d'un dividende en vertu des articles 738, 740 ou 845, la corporation est réputée ne pas être liée à l'autre corporation. ».

2. Le présent article a effet depuis 17 heures, heure normale de l'Est, le 27 novembre 1986.

85. 1. L'article 772 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **772.** Lorsqu'une personne qui est un particulier résidant au Québec le dernier jour d'une année d'imposition ou qui est une corporation résidant au Canada et exerçant une entreprise au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition a payé soit un impôt sur le revenu de même nature que l'impôt visé par la présente partie au gouvernement d'un pays étranger ou d'une subdivision politique d'un pays étranger, soit une contribution à une organisation internationale prescrite, elle peut déduire de son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie le montant établi suivant les règlements.

Aux fins du présent article, lorsqu'un particulier décède ou cesse de résider au Canada au cours d'une année d'imposition, le dernier jour

de son année d'imposition est réputé être le jour de son décès ou le dernier jour où il a résidé au Canada, selon le cas. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1985.

86. 1. L'article 776.29 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988 et modifié par l'article 133 du chapitre 5 des lois de 1989, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe iv du paragraphe c du premier alinéa par le suivant :

« iv. de tout autre montant reçu et qui est exclu du calcul du revenu en vertu des paragraphes a et b de l'article 489, des articles 491 et 494 à 496 et des règlements adoptés en vertu de l'article 488, sauf un supplément du revenu reçu en vertu de la Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., chapitre S-37.1), une prestation reçue en vertu du chapitre III de la Loi sur la sécurité du revenu (1988, chapitre 51) et un montant reçu en vertu du programme de subventions pour enfants en garderie institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) ou par la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1); et ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988.

87. 1. L'article 776.34 de cette loi, édicté par l'article 79 du chapitre 4 des lois de 1988 et modifié par l'article 137 du chapitre 5 des lois de 1989, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe b par les suivants :

« b) l'excédent, sur 5 280 \$, de l'excédent du revenu total pour l'année de la personne, à la charge du particulier pendant l'année, visée au premier alinéa de l'article 776.32, sur tout montant que cette personne reçoit dans l'année à titre de paiement d'assistance sociale basé sur un examen des ressources, des besoins ou du revenu;

« c) l'ensemble des montants que la personne visée au paragraphe b reçoit dans l'année à titre de paiement d'assistance sociale basé sur un examen des ressources, des besoins ou du revenu. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1988. Toutefois, lorsque le paragraphe b de l'article 776.34 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, s'applique à l'année d'imposition 1988, il doit se lire en y remplaçant, là où ils se trouvent, les mots « la

personne » par les mots « l'enfant » et en faisant les adaptations nécessaires.

88. 1. L'article 792 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« **792.** 1. Lorsqu'une ristourne est calculée à un taux différent dans le cas de personnes qui ont la qualité de membre, la déduction permise en vertu de l'article 786 est égale au moindre du total des ristournes accordées par le contribuable et mentionnées à cet article ou de l'ensemble de la partie du revenu du contribuable pour l'année attribuable aux affaires faites avec ses membres et de telles ristournes accordées aux clients de l'année qui ne sont pas membres. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

89. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 792, du suivant :

« **792.1** Lorsque, dans une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1985, la totalité ou une partie d'une ristourne accordée par un contribuable à ses clients membres n'est pas admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en raison de l'application du paragraphe 1 de l'article 792, appelée « partie non déduite » dans le présent article, le contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition subséquente, un montant égal au moindre :

a) de la partie non déduite, sauf dans la mesure où elle a été déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure; ou

b) de l'excédent du revenu du contribuable pour l'année d'imposition subséquente, calculé sans tenir compte du présent article, attribuable aux affaires faites avec ses clients membres de cette année, sur le montant qu'il a déduit dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition subséquente en vertu de l'article 786 à l'égard des ristournes qu'il a accordées à ses clients membres de cette année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

90. 1. L'article 805 de cette loi est modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **805.** La corporation d'assurance-dépôts décrite au paragraphe *b* de l'article 804 ne se qualifie comme telle pour une année d'imposition que si elle est constituée principalement pour fournir ou administrer un fonds de stabilisation, de disponibilités ou d'entraide à l'intention d'une caisse d'épargne et de crédit et pour aider à acquitter les pertes subies par les membres d'une telle caisse en liquidation et si, pendant toute l'année, elle est une corporation canadienne dont le coût indiqué de la totalité des biens, autres que des créances ou des actions du capital-actions d'une institution affiliée émises par celle-ci alors qu'elle était en difficulté financière, est constitué dans une proportion d'au moins 50% par le coût indiqué de biens qui sont : » ;

2° par la suppression, à la fin du paragraphe *b*, du mot « et » ;

3° par le remplacement, à la fin du paragraphe *c*, du point par ce qui suit : « ; et » ;

4° par l'addition, après le paragraphe *c*, du suivant :

« *d*) à l'égard d'une corporation d'assurance-dépôts donnée, une créance et une action du capital-actions d'une filiale entièrement contrôlée de la corporation donnée, lorsque cette filiale est réputée, en vertu de l'article 806.1, être une corporation d'assurance-dépôts. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1985.

91. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 806, du suivant :

« **806.1** Aux fins du présent titre, sauf à l'égard du deuxième alinéa de l'article 808, des sous-paragraphe *i* et *ii* du paragraphe *c* de l'article 810, du paragraphe *b* de l'article 804 lorsque le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 771 y réfère et de l'article 815, une filiale entièrement contrôlée d'une corporation donnée décrite à l'article 804 est réputée être une corporation d'assurance-dépôts et toute institution affiliée de la corporation donnée est réputée être une institution affiliée de la filiale, lorsque la totalité ou la quasi-totalité des biens de la filiale ont consisté, en tout temps depuis qu'elle a été constituée en corporation, en :

a) des biens décrits aux paragraphes *a* à *d* du premier alinéa de l'article 805 ;

b) des actions du capital-actions d'une institution affiliée de la corporation donnée, acquises par la filiale alors que l'institution affiliée était en difficulté financière;

c) des créances émises par une institution affiliée de la corporation donnée alors que l'institution affiliée était en difficulté financière;

d) des biens acquis d'une institution affiliée de la corporation donnée alors que l'institution affiliée était en difficulté financière; ou

e) une combinaison des biens visés aux paragraphes *a* à *d.* ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1985.

92. 1. L'article 810 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *b*, du mot « et »;

2° par la suppression, à la fin du sous-paragraphe ii du paragraphe *c*, du mot « et »;

3° par le remplacement, à la fin du sous-paragraphe iii du paragraphe *c*, du point par ce qui suit: « ; et »;

4° par l'addition, après le sous-paragraphe iii du paragraphe *c*, du sous-paragraphe suivant:

« iv. en assurant la surveillance ou en gérant une institution affiliée en difficulté financière; et »;

5° par l'addition, après le paragraphe *c*, du suivant:

« *d*) l'ensemble de chaque montant qui n'est pas autrement admissible en déduction par elle pour l'année ou pour toute autre année d'imposition et qui est:

i. soit un montant payé par elle dans l'année conformément à une obligation juridique de payer des intérêts sur un emprunt utilisé pour prêter des fonds ou autrement fournir une aide à une institution affiliée en difficulté financière, pour aider au paiement de pertes subies par les membres ou les déposants d'une telle institution, pour prêter des fonds à une filiale entièrement contrôlée par la corporation d'assurance-dépôts lorsque la filiale est réputée, en vertu de l'article 806.1, être une corporation d'assurance-dépôts, pour acquérir un bien d'une institution affiliée en difficulté financière ou pour acquérir des actions du capital-actions d'une telle institution;

ii. soit un montant payé par elle dans l'année conformément à une obligation juridique de payer des intérêts sur un montant qui serait admissible en déduction en vertu du sous-paragraphe i s'il était payé dans l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1980.

93. 1. L'article 814 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des paragraphes *a* à *c* par les suivants :

« *a*) un montant décrit aux paragraphes *a* à *c* de l'article 813 qu'elle reçoit au cours de l'année d'une corporation d'assurance-dépôts, dans la mesure où elle n'a pas remboursé ce montant à la corporation d'assurance-dépôts dans l'année ;

« *b*) un montant reçu, dans l'année, d'une corporation d'assurance-dépôts par un déposant ou un membre de l'institution affiliée à titre de paiement total ou partiel d'un dépôt auprès de cette dernière ou de son capital-actions, dans la mesure où elle n'a pas remboursé ce montant à la corporation d'assurance-dépôts dans l'année ;

« *c*) lorsque, à un moment quelconque au cours de cette année, l'obligation de l'institution affiliée de payer un montant à une corporation d'assurance-dépôts est réglée ou éteinte sans qu'elle ne fasse de paiement ou en faisant un paiement moindre que le principal, l'excédent du principal sur le montant payé par elle lors du règlement ou de l'extinction de l'obligation, dans la mesure où cet excédent ne doit pas être inclus par ailleurs dans le calcul du revenu de l'institution affiliée pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure. » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Aux fins du paragraphe *c* du premier alinéa, un montant d'intérêt à payer sur une obligation par une institution affiliée à une corporation d'assurance-dépôts est réputé avoir un principal égal à ce montant d'intérêt. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1983.

94. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 815, du suivant :

« **815.1** Lorsqu'une institution affiliée a, dans une année d'imposition, remboursé à une corporation d'assurance-dépôts un

montant qui a été inclus dans le calcul du revenu de cette institution pour une année d'imposition antérieure en vertu du paragraphe *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 814, que cette institution a produit sa déclaration fiscale conformément à l'article 1000 pour cette année antérieure et qu'au plus tard le jour où cette institution doit au plus tard produire sa déclaration fiscale conformément à l'article 1000 pour l'année d'imposition, elle a produit pour cette année antérieure une déclaration fiscale modifiée dans laquelle le montant remboursé est exclu du calcul de son revenu pour cette année antérieure, le montant remboursé doit être exclu du montant inclus par ailleurs dans le calcul du revenu de cette institution en vertu du paragraphe *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 814 pour cette année antérieure et le ministre doit faire toute cotisation nécessaire à l'égard de l'impôt, des intérêts et des pénalités à payer par cette institution pour les années d'imposition antérieures afin de donner effet à cette exclusion. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1983. Toutefois, le montant remboursé visé à l'article 815.1 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, peut être exclu du revenu si la déclaration fiscale modifiée visée à cet article est produite au plus tard à la plus tardive des dates suivantes:

a) le jour où elle doit au plus tard être produite conformément à cet article 815.1;

b) le (*indiquer ici la date du quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de la sanction de la présente loi*).

95. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 890, de ce qui suit:

« TITRE II.1

« CONVENTIONS DE RETRAITE

« CHAPITRE I

« RÈGLES GÉNÉRALES

« **890.1** Dans le présent titre, l'expression:

a) « bien déterminé d'une convention de retraite » signifie un bien détenu relativement à la convention;

b) « convention de retraite » signifie un régime ou un arrangement en vertu duquel des contributions, autres que des paiements faits pour acquérir un intérêt dans une police d'assurance sur la vie, sont versées par un employeur ou un ancien employeur d'un

contribuable ou par une personne avec qui l'employeur ou l'ancien employeur a un lien de dépendance, à une autre personne ou société, appelée « dépositaire » dans le présent titre, relativement à des avantages que toute personne doit ou peut recevoir ou dont elle doit ou peut bénéficier soit au moment ou en prévision de tout changement important dans les services rendus par le contribuable, de la retraite du contribuable ou de la perte d'une charge ou d'un emploi du contribuable, soit après un tel événement;

c) « fiducie de convention de retraite » en vertu d'une convention de retraite signifie:

i. toute fiducie régie par la convention; et

ii. toute fiducie réputée par le paragraphe *a* de l'article 890.2 être créée à l'égard d'un bien déterminé de la convention.

Aux fins du paragraphe *b* du premier alinéa, une convention de retraite ne comprend pas:

a) un régime enregistré de retraite;

b) un régime d'assurance-invalidité ou d'assurance-revenu en vertu d'une police d'assurance souscrite auprès d'une corporation d'assurance;

c) un régime d'intéressement différé;

d) un régime d'intéressement des employés;

e) un régime enregistré d'épargne-retraite;

f) une fiducie pour employés;

g) un régime d'assurance collective contre la maladie ou les accidents;

h) un régime de prestations supplémentaires de chômage;

i) une fiducie visée au paragraphe *m* de l'article 998;

j) un régime ou un arrangement établi dans le but d'échelonner le traitement ou le salaire d'un athlète professionnel pour les services qu'il rend en cette qualité au sein d'une équipe qui participe à une ligue ayant un calendrier régulier de parties, appelé « régime pour athlète » dans le présent alinéa, lorsque:

i. le régime ou l'arrangement serait, si ce n'était du paragraphe *j* de l'article 47.16, une entente d'échelonnement du traitement; et

ii. dans le cas d'une équipe canadienne, le dépositaire du régime ou de l'arrangement exploite une entreprise à une place fixe d'affaires au Canada et est muni d'une licence ou autrement autorisé par les lois du Canada ou d'une province à offrir au Canada les services de fiduciaire;

k) une entente d'échelonnement du traitement, que des montants différés en vertu de cette entente soient à inclure ou non dans le calcul du revenu d'un contribuable à titre d'avantages en vertu de l'article 37;

l) un régime ou un arrangement, autre qu'un régime pour athlète, qui est maintenu principalement pour le bénéfice de personnes qui ne résident pas au Canada à l'égard de services rendus hors du Canada;

m) une police d'assurance;

n) un régime ou un arrangement prescrit.

Aux fins de la définition de l'expression « convention de retraite », lorsqu'une personne donnée détient un bien en fiducie en vertu d'un arrangement qui serait, si le bien était détenu par une autre personne, une convention de retraite, l'arrangement est réputé être une convention de retraite dont la personne donnée est le dépositaire.

« **890.2** Aux fins de la présente partie, les règles suivantes s'appliquent à l'égard d'un bien déterminé d'une convention de retraite, autre qu'un bien déterminé de la convention détenu par une fiducie régie par une convention de retraite :

a) une fiducie non testamentaire est réputée être créée à la date où la convention est établie;

b) le bien déterminé de la convention est réputé être un bien de la fiducie et ne pas être un bien de toute autre personne;

c) le dépositaire de la convention est réputé être le fiduciaire qui a la propriété ou le contrôle du bien de la fiducie.

« **890.3** Aux fins de la présente partie, lorsque, conformément à un régime ou à un arrangement, un employeur est tenu de fournir des avantages que toute personne doit recevoir ou dont elle doit bénéficier soit au moment ou en prévision de tout changement important dans les services rendus par un contribuable, de la retraite d'un contribuable ou de la perte d'une charge ou d'un emploi d'un contribuable, soit après un tel événement, et lorsque l'employeur, ancien employeur ou une personne ou une société avec qui l'employeur

ou l'ancien employeur a un lien de dépendance acquiert un intérêt dans une police d'assurance sur la vie que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été acquis pour financer ces avantages en totalité ou en partie, les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent à l'égard du régime ou de l'arrangement s'il n'est pas autrement une convention de retraite et n'est pas exclu de la définition de l'expression « convention de retraite » par l'un ou l'autre des paragraphes *a* à *l* et *n* du deuxième alinéa de l'article 890.1.

Les règles auxquelles le premier alinéa réfère sont les suivantes :

a) la personne ou la société visée au premier alinéa qui acquiert l'intérêt y visé est réputée être le dépositaire d'une convention de retraite;

b) l'intérêt est réputé être un bien déterminé de la convention de retraite;

c) un montant égal à deux fois le montant de toute prime versée à l'égard de l'intérêt ou tout remboursement d'un prêt sur police en vertu de cet intérêt est réputé être une contribution en vertu de la convention de retraite;

d) tout paiement reçu à l'égard de l'intérêt, incluant un prêt sur police, et tout montant reçu à titre de remboursement d'un impôt remboursable en vertu du paragraphe 2 de l'article 207.7 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada) sont réputés être des montants reçus par le bénéficiaire en vertu de la convention de retraite ou provenant d'une telle convention et ne pas être le paiement de tout autre montant.

« 890.4 Aux fins des dispositions de la présente partie concernant les conventions de retraite, lorsqu'une corporation qui, à un moment quelconque, exploitait une entreprise de services personnels, ou un employé de cette corporation, établit un régime ou un arrangement avec une personne ou une société, appelée « employeur » dans le présent article, à qui la corporation rend des services, et lorsque le régime ou l'arrangement prévoit des avantages que toute personne doit recevoir ou dont elle doit bénéficier soit au moment ou en prévision de la cessation des services rendus à l'employeur par la corporation ou par un employé de la corporation ou de tout changement important dans ceux-ci, soit après un tel événement, les règles suivantes s'appliquent :

a) l'employeur et la corporation sont réputés être, respectivement, un employeur et un employé en relation l'un avec l'autre;

b) tout avantage que toute personne doit recevoir ou dont elle doit bénéficier en vertu du régime ou de l'arrangement est réputé être un avantage que la personne doit recevoir ou dont elle doit bénéficier soit au moment ou en prévision d'un changement important dans les services rendus par la corporation, soit après un tel événement.

« **890.5** Lorsque, à un moment quelconque, un régime de prestations aux employés devient une convention de retraite par suite d'un changement du dépositaire du régime ou parce que le dépositaire cesse soit d'exploiter une entreprise à une place fixe d'affaires au Canada, soit d'être muni d'une licence ou autrement autorisé par les lois du Canada ou d'une province à offrir au Canada les services de fiduciaire :

a) aux fins de la présente partie, le dépositaire du régime est réputé avoir versé une contribution à la convention immédiatement après ce moment, pour un montant égal à la juste valeur marchande à ce moment de tous les biens du régime ;

b) aux fins des articles 209.1 à 209.4, ce montant est réputé être un paiement provenant du régime ou en vertu du régime, fait à ce moment soit aux employés ou aux anciens employés des employeurs qui ont contribué au régime, soit pour le compte de ces employés ou anciens employés.

« **890.6** Aux fins des dispositions de la présente partie concernant les conventions de retraite, lorsqu'une contribution a été versée en vertu d'un régime ou d'un arrangement, appelé « régime » dans le présent article, qui serait une convention de retraite si ce n'était du paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 890.1, les règles prévues au deuxième alinéa s'appliquent dans la mesure où l'on peut raisonnablement considérer que cette contribution a été versée à un moment donné à l'égard de services rendus par un employé qui résidait au Canada au moment où il a rendu ces services et, lorsque l'employé participait au régime avant qu'il ait commencé à résider au Canada, qu'il y a résidé pendant plus de 60 des 72 mois qui ont précédé le moment où les services ont été rendus.

Les règles auxquelles le premier alinéa réfère sont les suivantes :

a) un autre régime ou arrangement, appelé « arrangement visé » dans le présent article, est réputé être établi au moment donné visé au premier alinéa ;

b) l'arrangement visé est réputé être un arrangement distinct et indépendant du régime ;

c) l'arrangement visé est réputé être une convention de retraite dont le dépositaire est celui qui reçoit la contribution;

d) la contribution est réputée avoir été versée en vertu de l'arrangement visé et non en vertu du régime;

e) tout bien que l'on peut raisonnablement considérer comme provenant de la contribution est réputé être un bien détenu relativement à l'arrangement visé et non relativement au régime.

«**890.7** Aux fins de la présente partie mais non du présent article, lorsqu'une convention de retraite fait partie d'un régime ou d'un arrangement en vertu duquel des montants qui ne concernent pas la convention de retraite sont à payer ou prévus, les règles suivantes s'appliquent :

a) la convention de retraite est réputée être un arrangement distinct et indépendant des autres parties du régime ou de l'arrangement dont elle fait partie;

b) sous réserve de l'article 47.14, les montants versés en vertu du régime ou de l'arrangement ou provenant du régime ou de l'arrangement sont réputés provenir d'abord de la convention de retraite, sauf disposition contraire du régime ou de l'arrangement.

« CHAPITRE II

« IMPÔT

«**890.8** Aucun impôt n'est exigible d'une fiducie de convention de retraite en vertu de la présente partie.

« CHAPITRE III

« MONTANTS À INCLURE

«**890.9** Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition :

a) tout montant, incluant un remboursement de contributions, que lui-même ou une autre personne reçoit dans l'année d'une convention de retraite ou en vertu d'une telle convention et que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçu à l'égard d'une charge ou d'un emploi du contribuable, sauf un montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu de cette autre personne pour une année d'imposition en vertu de l'article 890.11;

b) tout montant qu'il reçoit ou devient en droit de recevoir dans l'année à titre de produit provenant de l'aliénation d'un intérêt dans une convention de retraite;

c) l'ensemble de chaque montant, incluant un remboursement de contributions, qu'il reçoit dans l'année d'une convention de retraite ou en vertu d'une telle convention et que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçu à l'égard d'une charge ou d'un emploi d'une personne autre que le contribuable, sauf dans la mesure où ce montant devait être inclus dans le calcul du revenu:

i. du contribuable pour une année d'imposition en vertu de l'article 890.11; ou

ii. d'une personne, pour l'année, qui réside au Canada, autre que le contribuable, en vertu soit du paragraphe *a* du présent article, soit de l'article 429.

«**890.10** Aux fins des paragraphes *a* et *c* de l'article 890.9, lorsque, à un moment quelconque d'une année, une fiducie régie par une convention de retraite effectuée, à l'égard d'un bien, l'une des opérations décrites au deuxième alinéa, le montant égal à la différence entre la valeur marchande et la contrepartie visées aux paragraphes *a*, *b* ou *c* de ce deuxième alinéa ou, en l'absence d'une telle contrepartie, le montant de la juste valeur marchande y visée, est réputé être un montant reçu à ce moment par la personne de la convention de retraite ou en vertu de celle-ci que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été reçu en vertu d'une charge ou d'un emploi d'un contribuable.

Les opérations auxquelles le premier alinéa réfère sont les suivantes:

a) la fiducie aliène un bien en faveur d'une personne sans contrepartie ou pour une contrepartie inférieure à la juste valeur marchande du bien au moment de l'aliénation;

b) la fiducie acquiert un bien d'une personne pour une contrepartie supérieure à la juste valeur marchande du bien au moment de l'acquisition;

c) la fiducie permet à une personne d'utiliser un bien de la fiducie ou d'en jouir sans contrepartie ou pour une contrepartie inférieure à la juste valeur marchande de cette utilisation ou de cette jouissance.

«**890.11** Un contribuable doit également inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition l'ensemble de chaque

montant qu'il reçoit dans l'année, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise, soit d'une convention de retraite à laquelle lui-même, une autre personne qui exploitait une entreprise qu'il a acquise ou une personne avec laquelle lui-même ou cette autre personne a un lien de dépendance, a versé, à titre de contribution, un montant admissible en déduction en vertu de l'article 139.1 dans le calcul du revenu du cotisant pour une année d'imposition, soit en vertu d'une telle convention.

« CHAPITRE IV

« DÉDUCTIONS

« **890.12** Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qu'il paie dans l'année à titre de contribution en vertu d'une convention de retraite à l'égard de services rendus par son employé ou son ancien employé, sauf s'il est établi par des événements subséquents ou autrement que le montant payé fait partie d'une série de paiements et de remboursements de contributions en vertu de la convention.

« **890.13** Un contribuable peut également déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition :

a) lorsqu'un montant à l'égard d'une convention de retraite doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des paragraphes *a* ou *c* de l'article 890.9 ou en vertu de l'article 429, le moindre :

i. de l'ensemble de tous les montants à l'égard de la convention qui doivent être ainsi inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ;
ou

ii. de l'excédent de l'ensemble des contributions qu'il a versées en vertu de la convention avant la fin de l'année alors qu'elle était une convention de retraite, des montants qu'il a payés avant la fin de l'année et alors qu'il résidait au Canada pour acquérir un intérêt dans la convention, et des montants qu'il a reçus ou est devenu en droit de recevoir avant la fin de l'année alors qu'il résidait au Canada, à titre de produit provenant de l'aliénation d'un intérêt dans la convention, sur l'ensemble de chaque montant déduit en vertu du présent paragraphe ou du paragraphe *b* à l'égard de la convention dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure ; et

b) lorsqu'un montant à l'égard d'une convention de retraite doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *b* de l'article 890.9, le moindre :

i. de l'ensemble de tous les montants à l'égard de la convention qui doivent être ainsi inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ;
ou

ii. de l'excédent de l'ensemble des contributions qu'il a versées en vertu de la convention avant la fin de l'année alors qu'elle était une convention de retraite et des montants qu'il a payés avant la fin de l'année alors qu'il résidait au Canada pour acquérir un intérêt dans la convention, sur l'ensemble de chaque montant déduit en vertu du paragraphe *a* à l'égard de la convention dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure et de chaque montant déduit en vertu du présent paragraphe à l'égard de la convention dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure. ».

2. Le présent article a effet, sous réserve des paragraphes 3 et 4, depuis le 9 octobre 1986.

3. Lorsque la définition de l'expression « convention de retraite », que le paragraphe 1 édicte, s'applique à l'égard d'un régime ou d'un arrangement, autre qu'un régime enregistré de retraite dont l'enregistrement a été révoqué en vertu de la Loi sur les impôts, qui a été établi avant le 9 octobre 1986 ou qui a été établi après le 8 octobre 1986 conformément à une entente conclue avant le 9 octobre 1986 entre un contribuable et un employeur ou un ancien employeur du contribuable, appelé « arrangement existant » dans le présent paragraphe, aux fins de la partie I de la Loi sur les impôts :

a) un autre régime ou arrangement, appelé « arrangement légal » dans le présent paragraphe, est réputé être établi au premier en date du 1^{er} janvier 1988 ou du jour, après le 8 octobre 1986, où les termes de l'arrangement existant ont été substantiellement modifiés ;

b) l'arrangement légal est réputé être un arrangement distinct et indépendant de l'arrangement existant ;

c) l'arrangement existant est réputé ne pas être une « convention de retraite » au sens de la définition de cette expression telle qu'éditée par le paragraphe 1 ; et

d) toutes les contributions versées en vertu de l'arrangement existant après l'établissement de l'arrangement légal et tous les biens que l'on peut raisonnablement considérer comme provenant de ces contributions sont réputés être des biens détenus relativement à l'arrangement légal et non relativement à l'arrangement existant.

4. L'article 890.3 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 édicte, ne s'applique pas à l'égard d'un intérêt dans une police

d'assurance sur la vie acquis avant le 1^{er} janvier 1988 au moyen d'un paiement de primes ou d'un achat conformément aux termes d'un arrangement établi avant le 9 octobre 1986 et dont les termes n'ont pas été substantiellement modifiés après le 8 octobre 1986.

96. 1. L'article 998 de cette loi, modifié par l'article 112 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de la partie du paragraphe *c.2* qui précède le sous-paragraphe iii par ce qui suit:

« *c.2*) une corporation dont l'ensemble des actions du capital-actions de même que les droits de les acquérir ont été la propriété d'un ou de plusieurs régimes enregistrés de retraite ou régimes prescrits, d'une ou de plusieurs fiducies dont tous les bénéficiaires sont des régimes enregistrés de retraite ou des régimes prescrits, d'une ou de plusieurs fiducies de fonds réservé, au sens du paragraphe *k* de l'article 835, dont tous les bénéficiaires sont des régimes enregistrés de retraite ou des régimes prescrits ou d'une ou de plusieurs personnes prescrites ou, lorsqu'il s'agit d'une corporation sans capital-actions, dont la totalité des biens a été détenue exclusivement pour le bénéfice d'un ou de plusieurs de ces régimes et ce, dans l'un ou l'autre cas, sans interruption depuis le dernier en date du jour où la corporation a été constituée ou du 16 novembre 1978 et qui est une corporation:

i. constituée avant le 17 novembre 1978 uniquement pour la gestion d'un régime enregistré de retraite ou d'un régime prescrit ou en rapport avec ce régime;

ii. qui, sans interruption depuis le dernier en date du jour de sa constitution ou du 16 novembre 1978, a restreint ses activités à l'acquisition, la détention, l'entretien, l'amélioration, la location ou la gestion d'immobilisations qui sont des biens immeubles ou des intérêts dans de tels biens, dont est propriétaire la corporation, un régime enregistré de retraite, un régime prescrit ou une autre corporation décrite au présent sous-paragraphe, autre qu'une corporation sans capital-actions, n'a contracté aucun emprunt autre qu'un emprunt fait dans le but de gagner un revenu provenant d'un bien immeuble ou d'un intérêt dans un tel bien et n'a effectué aucun placement autre qu'un placement qui est fait dans un bien immeuble ou dans un intérêt dans un tel bien ou qui est un placement admissible d'un régime de retraite en vertu de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (Statuts du Canada) ou d'une loi semblable d'une province; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *c.3*, du suivant:

«c.4) une fiducie qui est une fiducie principale, au sens des règlements, et qui fait le choix, dans sa déclaration fiscale pour sa première année d'imposition qui se termine dans la période visée à l'article 980, d'être une telle fiducie en vertu du présent paragraphe;»;

3° par l'insertion, après le paragraphe *f*, du suivant:

«*f*.1) une fiducie de convention de retraite, au sens du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 890.1;».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 31 octobre 1985.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1987.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 a effet depuis le 9 octobre 1986.

97. 1. L'article 999.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**999.1** Lorsque, à un moment quelconque, appelé «ce moment» dans le présent article, une corporation devient exonérée d'impôt sur son revenu imposable en vertu de la présente partie ou cesse d'être ainsi exonérée, les règles suivantes s'appliquent:

a) l'année d'imposition de la corporation qui, autrement, comprendrait ce moment, est réputée se terminer immédiatement avant ce moment et une nouvelle année d'imposition de la corporation est réputée avoir débuté à ce moment;

b) la corporation est réputée aliéner, immédiatement avant le moment qui précède immédiatement ce moment, chaque bien dont elle était propriétaire immédiatement avant ce moment et qui n'est pas, dans le cas où, à ce moment, la corporation cesse d'être exonérée d'impôt sur son revenu imposable en vertu de la présente partie, un bien minier canadien ou un bien minier étranger, pour un montant égal à sa juste valeur marchande à ce moment et le réacquérir à ce moment à un coût égal à cette juste valeur marchande;

c) aux fins des articles 93 à 104, 130, 130.1, 142 et 149 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou de l'article 130.1, lorsque le paragraphe *b* s'applique à l'égard d'un bien amortissable de la corporation et que le coût en capital de ce bien pour elle, immédiatement avant l'aliénation excède la juste valeur marchande du bien à ce moment, le coût en capital du bien pour la corporation à ce moment est réputé être son coût en capital pour elle immédiatement avant l'aliénation et l'excédent est réputé avoir été

accordé à la corporation à titre d'amortissement en vertu de ce paragraphe *a* à l'égard du bien dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition qui se terminent avant ce moment;

d) malgré les articles 727 à 737, aucun montant ne peut être déduit par la corporation dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition qui se termine après ce moment à titre de perte autre qu'une perte en capital, de perte agricole, de perte nette en capital, de perte agricole restreinte ou de perte comme membre à responsabilité limitée à l'égard d'une société pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment, dans la mesure où une telle perte aurait pu être appliquée en déduction dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve du paragraphe 3, à une corporation qui cesse, après le 15 janvier 1987, d'être exonérée d'impôt sur son revenu imposable en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts ou qui le devient après le 5 juin 1987, sauf si elle le devient après cette dernière date par suite de l'acquisition d'actions de son capital-actions ou de celui d'une autre corporation conformément à :

a) soit une entente conclue au plus tard le 5 juin 1987;

b) soit une offre publique d'achat faite conformément à la législation applicable sur les valeurs mobilières au Canada si une note d'information ou un document semblable relatif à l'offre publique d'achat a été produit au plus tard le 5 juin 1987 auprès d'un organisme public ou d'une bourse canadienne afin d'en informer le public.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte le paragraphe *d* de l'article 999.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à une corporation qui est devenue exonérée d'impôt en vertu de la partie I de cette loi ou a cessé de l'être après le 5 juin 1987.

98. 1. L'article 1015 de cette loi, modifié par l'article 120 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *q*, du suivant :

« *r*) un montant en vertu d'une convention de retraite ou qui provient d'une telle convention et qui est attribué à une personne ou réparti entre plusieurs personnes, ».

2. Le présent article s'applique à un montant payé après le 27 mars 1987.

99. 1. L'article 1019 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **1019.** Lorsque, à la fin d'une année d'imposition d'un contribuable, le propriétaire d'un montant reçu par le contribuable après 1984 et avant l'année d'imposition à titre de dividendes, d'intérêts ou de produit de l'aliénation d'un bien lui est inconnu, le contribuable doit payer au ministre, au plus tard le soixantième jour suivant la fin de l'année d'imposition, à valoir sur l'impôt à payer par le propriétaire, un montant égal à 15% du montant reçu à titre de dividendes ou d'intérêts et à 15% de l'excédent, le cas échéant, du produit de l'aliénation du bien sur l'ensemble des dépenses faites ou encourues par le contribuable pour l'aliénation de ce bien, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été déduites dans le calcul du revenu du contribuable pour toute année d'imposition ni ne se rapporte à un autre bien.

« **1019.1** Aucun montant n'est à payer en vertu de l'article 1019 à l'égard d'un montant qui a été inclus dans le calcul du revenu du contribuable mentionné à cet article pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure ou à l'égard d'un montant sur lequel le paiement de l'impôt visé à l'article 1019 a déjà été effectué.

« **1019.2** Un montant payé par un contribuable en vertu de l'article 1019 à l'égard de dividendes, d'intérêts ou du produit de l'aliénation d'un bien est réputé avoir été reçu par le propriétaire de l'un ou l'autre de ceux-ci et avoir été déduit ou retenu du montant autrement à payer par le contribuable à ce propriétaire. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1986.

100. 1. L'article 1029.3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1029.3** L'article 1029.2 ne s'applique pas, pour une année d'imposition, à l'égard d'une corporation qui est exonérée d'impôt pour cette année ni à l'égard d'un montant que l'on peut raisonnablement considérer comme étant la partie d'une perte autre qu'une perte en capital que la corporation, en l'absence de l'article 735.1, ne pourrait déduire pour l'année en raison des articles 564.4.1 ou 736.0.1 même si l'ensemble visé à l'article 564.4.2 ou au deuxième alinéa de l'article 736.0.1, selon le cas, était suffisant. ».

2. Le présent article s'applique, sous réserve de l'article 115, à une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquérir le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date.

101. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1033, du suivant :

« **1033.1** Malgré toute autre disposition de la présente partie, si une sûreté que le ministre juge satisfaisante est donnée par une institution affiliée à l'égard d'une corporation d'assurance-dépôts, au sens donné à ces expressions par les articles 804 à 806, ou au nom de cette institution, le ministre doit suspendre, jusqu'au jour déterminé au deuxième alinéa, le paiement de l'ensemble :

a) de l'impôt à payer par l'institution affiliée pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, dans la mesure où le montant de cet impôt excède celui qui serait à payer si aucun montant qu'elle a l'obligation de rembourser à la corporation n'était inclus dans le calcul du revenu de l'institution affiliée, pour l'année, en vertu des paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 814; et

b) des intérêts à payer par l'institution affiliée en vertu de la présente partie sur le montant déterminé au paragraphe *a*.

Le jour visé au premier alinéa est le plus récent du jour où l'obligation visée au paragraphe *a* du premier alinéa de rembourser un montant à la corporation est réglée ou éteinte ou du jour qui survient dix ans après la fin de l'année visée à ce paragraphe *a*. ».

2. Le présent article a effet depuis le 18 février 1987.

102. 1. L'article 1034 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1034.** Lorsqu'une personne cède un bien, directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, à une personne qui est âgée de moins de 18 ans ou à son conjoint ou à une personne qui, après cette cession, devient son conjoint, le cessionnaire et le cédant sont conjointement et solidairement tenus de payer une partie de l'impôt du cédant, pour chaque année d'imposition, égale au montant par lequel l'impôt pour l'année est supérieur à ce qu'il aurait été sans l'application des articles 456 à 458, 462.1 à 463 et 464 à 467.1, relativement au revenu provenant du bien ainsi cédé ou du bien qui lui a été substitué ou au gain provenant de l'aliénation de l'un ou l'autre de ces biens. ».

2. Le présent article a effet depuis le 17 décembre 1987. Toutefois, pour la période du 17 décembre 1987 au (*indiquer ici la date précédant celle de la sanction de la présente loi*), l'article 1034 de la Loi sur les impôts, qu'il édicte, doit se lire comme suit :

« **1034.** 1. Lorsqu'une personne cède un bien, directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à une personne avec laquelle

elle a un lien de dépendance, à une personne qui est âgée de moins de 18 ans ou à son conjoint ou à une personne qui, après cette cession, devient son conjoint, le cessionnaire et le cédant sont conjointement et solidairement tenus de payer une partie de l'impôt du cédant, pour chaque année d'imposition, égale au montant par lequel l'impôt pour l'année est supérieur à ce qu'il aurait été sans l'application des articles 456 à 458, 462.1 à 463 et 464 à 467.1, relativement au revenu provenant du bien ainsi cédé ou du bien qui lui a été substitué ou au gain provenant de l'aliénation de l'un ou l'autre de ces biens.

2. Le cessionnaire et le cédant sont aussi conjointement et solidairement tenus de verser, en vertu de la présente loi, le moindre des montants suivants :

a) l'excédent de la juste valeur marchande du bien cédé au moment de la cession sur la juste valeur marchande au même moment de la contrepartie donnée pour le bien ;

b) l'ensemble des montants que le cédant est tenu de payer en vertu de la présente loi au cours de l'année d'imposition dans laquelle le bien est cédé ou d'une année d'imposition antérieure ou pour une de ces années.

3. Toutefois, le présent article ne libère pas le cédant de ses obligations aux termes de toute autre disposition de la présente loi. ».

103. L'article 1034.0.2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) lorsque la cession y visée a lieu après le 15 février 1984, le cessionnaire n'est pas tenu de payer, en vertu de l'article 1034, quelque montant que ce soit relativement au revenu provenant du bien cédé ou d'un bien qui lui a été substitué ou au gain provenant de l'aliénation de l'un ou l'autre de ces biens ; ».

104. 1. L'article 1034.1 de cette loi, remplacé par l'article 115 du chapitre 18 des lois de 1988, est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1 Lorsqu'un montant qu'un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *a* de l'article 890.9, est reçu par une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, cette personne et le contribuable sont solidairement tenus de payer une partie de l'impôt à payer en vertu de la présente partie par ce dernier pour l'année d'imposition au cours de laquelle le montant est reçu,

égale à l'excédent de l'impôt à payer par le contribuable pour l'année sur celui qui aurait été calculé à son égard pour l'année si le montant n'avait pas été reçu. » ;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3. Toutefois, le présent article ne libère pas le rentier en vertu du régime ou du fonds ou le contribuable, selon le cas, de ses obligations aux termes de toute autre disposition de la présente loi. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

105. 1. L'article 1035 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1035.** Le ministre peut, en tout temps, cotiser soit un cessionnaire à l'égard d'un montant à payer aux termes de l'article 1034, soit un particulier à l'égard d'un montant à payer aux termes des paragraphes 1 et 2 de l'article 1034.1, soit une personne à l'égard d'un montant à payer par elle aux termes du paragraphe 2.1 de ce dernier article, et le présent titre s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à cette cotisation comme si elle avait été établie aux termes du titre II. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

106. 1. L'article 1036 de cette loi, remplacé par l'article 116 du chapitre 18 des lois de 1988, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **1036.** Lorsqu'un cédant et un cessionnaire, un rentier et un particulier ou un contribuable et une autre personne sont, aux termes des articles 1034 ou 1034.1, solidairement responsables de la totalité ou d'une partie d'une obligation du cédant, du rentier ou du contribuable, les règles suivantes s'appliquent :

a) un paiement fait, en raison de sa responsabilité, par le cessionnaire, le particulier ou l'autre personne, selon le cas, éteint, jusqu'à concurrence du montant du paiement, la responsabilité solidaire ;

b) un paiement fait, en raison de sa responsabilité, soit par le cédant, soit pour le rentier, soit pour le contribuable, n'éteint la responsabilité du cessionnaire, du particulier ou de l'autre personne, selon le cas, que dans la mesure où le paiement sert à réduire celle du cédant, du rentier ou du contribuable à un montant moindre que celui pour lequel le cessionnaire, le particulier ou l'autre personne est solidairement responsable aux termes des articles 1034 ou 1034.1. ».

2. Le présent article a effet depuis le 9 octobre 1986.

107. 1. L'article 1091 de cette loi, modifié par l'article 142 du chapitre 4 des lois de 1988 et par l'article 237 du chapitre 5 des lois de 1989, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **1091.** Le revenu imposable gagné au Canada par un particulier visé à l'article 26 est égal à l'excédent du revenu visé à l'article 1090 sur l'ensemble: ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1985.

108. La Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifiée par l'insertion, après l'article 14.3, des suivants:

« **14.4** Lorsqu'une personne cède un bien, directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), à une personne qui est âgée de moins de 18 ans, à son conjoint ou à une personne qui, après cette cession, devient son conjoint, le cessionnaire devient solidairement débiteur avec le cédant du moindre des montants suivants:

a) l'excédent de la juste valeur marchande du bien cédé au moment de la cession sur la juste valeur marchande au même moment de la contrepartie donnée pour le bien;

b) l'ensemble des montants que le cédant est tenu de payer en vertu de toute loi fiscale au cours de l'année d'imposition, au sens de la Loi sur les impôts, dans laquelle le bien est cédé ou d'une année d'imposition antérieure ou pour une de ces années.

Le présent article ne libère pas le cédant ni le cessionnaire de leurs obligations respectives aux termes de toute autre disposition d'une loi fiscale.

« **14.5** Le ministre peut, en tout temps, cotiser un cessionnaire à l'égard d'un montant à payer aux termes de l'article 14.4 et les articles 1005 à 1014, 1030, 1051 à 1062 et 1066 à 1079 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) s'appliquent à cette cotisation compte tenu des adaptations nécessaires.

« **14.6** Un paiement fait par le cédant n'a d'effet sur la responsabilité solidaire du cessionnaire que si ce paiement réduit l'ensemble des montants visés au paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 14.4 à un montant moindre que celui à l'égard duquel le cessionnaire est solidairement débiteur aux termes de cet article 14.4.

Dans un tel cas, la responsabilité solidaire du cessionnaire est réduite à ce montant moindre.

« **14.7** Aux fins de l'article 14.4, lorsque le bien est cédé à un conjoint à la suite d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou à la suite d'une entente écrite de séparation, la juste valeur marchande du bien au moment de la cession est réputée nulle si, à ce moment, le cédant et son conjoint vivent séparés par suite de la rupture de leur mariage. ».

109. 1. Les articles 94.5 et 94.6 de cette loi, édictés par l'article 253 du chapitre 5 des lois de 1989, sont remplacés par les suivants :

« **94.5.** Lorsqu'un particulier qui satisfait aux conditions prescrites estime, dans sa déclaration fiscale qu'il produit conformément à l'article 1000 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) pour une année d'imposition, qu'il a droit pour cette année à un remboursement, tel que déterminé en vertu du deuxième alinéa, n'excédant pas le montant prescrit pour cette année, le ministre peut, avant de déterminer l'impôt payable par le particulier pour cette année ainsi que les intérêts et pénalités exigibles, le cas échéant, consentir à ce particulier, si celui-ci lui en fait la demande en même temps qu'il produit cette déclaration, une avance égale au remboursement ainsi estimé.

Le remboursement visé au premier alinéa est, pour une année, égal à l'ensemble des montants que le particulier estime avoir droit de recevoir à ce titre pour cette année en vertu de l'article 220.3 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), de la partie I de la Loi sur les impôts, de l'article 78 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) et de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1).

« **94.6.** Une avance consentie, pour une année d'imposition donnée, en vertu de l'article 94.5 est réputée être un impôt à payer par le particulier en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) et s'ajoute à l'impôt autrement à payer par ce dernier en vertu de cette partie pour cette année d'imposition donnée.

Aux fins de l'article 1037 de la Loi sur les impôts, l'intérêt à payer en vertu de cet article se calcule, à l'égard de la partie de l'impôt impayé pour cette année d'imposition donnée qui n'excède pas le montant de l'avance consentie pour cette année d'imposition donnée, pour la période s'étendant du 1^{er} mai de l'année qui suit cette année d'imposition donnée ou de la date à laquelle cette avance a été consentie, selon la plus tardive de ces dates, jusqu'au jour du paiement de cet impôt impayé. ».

2. Le présent article s'applique à un remboursement auquel un particulier estime avoir droit pour l'année d'imposition 1988 et les années d'imposition subséquentes.

110. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 94.7, du suivant :

« **94.8** Les articles 94.5 à 94.7 ne s'appliquent à l'égard d'une année d'imposition que si le ministre en décide ainsi avant l'expiration de cette année d'imposition. De plus, le ministre peut, en tout temps, pour des motifs qu'il estime suffisants, suspendre l'application de ces articles. »

111. 1. L'article 2 de la Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., chapitre S-37.1), remplacé par l'article 176 du chapitre 4 des lois de 1988, est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **2.** Un couple a droit au supplément au revenu de travail pour une année si aucun des conjoints n'est admissible pour l'année au programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail » établi en vertu du chapitre III de la Loi sur la sécurité du revenu (1988, chapitre 51), ou ne le serait si l'un ou l'autre en faisait la demande conformément à l'article 46 de cette loi, et si, au 31 décembre de l'année précédente : ».

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du supplément au revenu de travail pour une année civile postérieure à l'année civile 1987.

112. 1. L'article 3 de cette loi, modifié par l'article 177 du chapitre 4 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **3.** Une personne qui n'est pas membre d'un couple au sens de l'article 2 a également droit au supplément au revenu de travail pour une année si elle n'est pas admissible pour l'année au programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail » établi en vertu du chapitre III de la Loi sur la sécurité du revenu (1988, chapitre 51), ou ne le serait pas si elle en faisait la demande conformément à l'article 46 de cette loi, et si, au 31 décembre de l'année précédente : ».

2. Le présent article s'applique à l'égard du calcul du supplément au revenu de travail pour une année civile postérieure à l'année civile 1987.

113. 1. L'article 49 de la Loi sur la sécurité du revenu (1988, chapitre 51) est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **49.** Le revenu de travail d'une personne, pour une année, est égal à l'ensemble des revenus provenant d'une entreprise déduction faite des pertes d'entreprises et des revenus provenant d'une charge ou d'un emploi qui sont calculés, selon le cas, conformément aux sous-paragraphes i et ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 776.29 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3). » ;

2° par le remplacement, dans le quatrième alinéa, de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :

« Le revenu total d'une famille, pour une année, est égal à l'excédent de l'ensemble des revenus totaux de l'adulte, de son conjoint et des enfants à charge calculés conformément au paragraphe c du premier alinéa de l'article 776.29 de la Loi sur les impôts sur les montants suivants : ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1988.

114. 1. L'article 52 de la Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail (1989, chapitre 5) est modifié :

1° par le remplacement de la partie du paragraphe 5 qui précède le paragraphe d de l'article 225 de la Loi sur les impôts, que ce paragraphe édicte, par ce qui suit :

« 5. Le présent article, lorsqu'il édicte le paragraphe d de l'article 225 de la Loi sur les impôts, s'applique, sous réserve du paragraphe 9, à l'égard d'une acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquérir le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date. Toutefois, lorsque le paragraphe d de cet article 225 s'applique avant le 16 décembre 1987, ce paragraphe d doit se lire comme suit : » ;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe 6 qui précède le sous-paragraphe a par ce qui suit :

« 6. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 225.1 de la Loi sur les impôts, s'applique, sous réserve du paragraphe 9, à l'égard d'une

acquisition de contrôle qui survient après le 15 janvier 1987, à l'exception d'une acquisition de contrôle qui survient avant le 1^{er} janvier 1988 lorsque les personnes qui acquièrent le contrôle étaient tenues, le 15 janvier 1987, d'acquérir le contrôle conformément aux termes d'une entente écrite conclue au plus tard à cette dernière date. Toutefois: »;

3° par l'addition, après le paragraphe 8, du suivant:

«9. Aux fins des paragraphes 5 et 6, une personne n'est pas considérée comme tenue d'acquérir un bien ou de l'aliéner ou d'acquérir le contrôle d'une corporation, selon le cas, si la personne peut être libérée de cette obligation par suite de modifications à la Loi sur les impôts qui touchent aux acquisitions ou aux aliénations de biens ou aux acquisitions du contrôle de corporations. ».

2. Le présent article a effet depuis le 6 avril 1989.

115. Aux fins de la présente loi, une personne n'est pas considérée comme tenue d'acquérir un bien ou de l'aliéner ou d'acquérir le contrôle d'une corporation, selon le cas, si la personne peut être libérée de cette obligation par suite de modifications à la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) qui touchent aux acquisitions ou aux aliénations de biens ou aux acquisitions du contrôle de corporations.

116. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.